

Covid-19

Ayons une attitude responsable

Restons chez nous et appliquons les consignes données par le gouvernement. Le redction

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

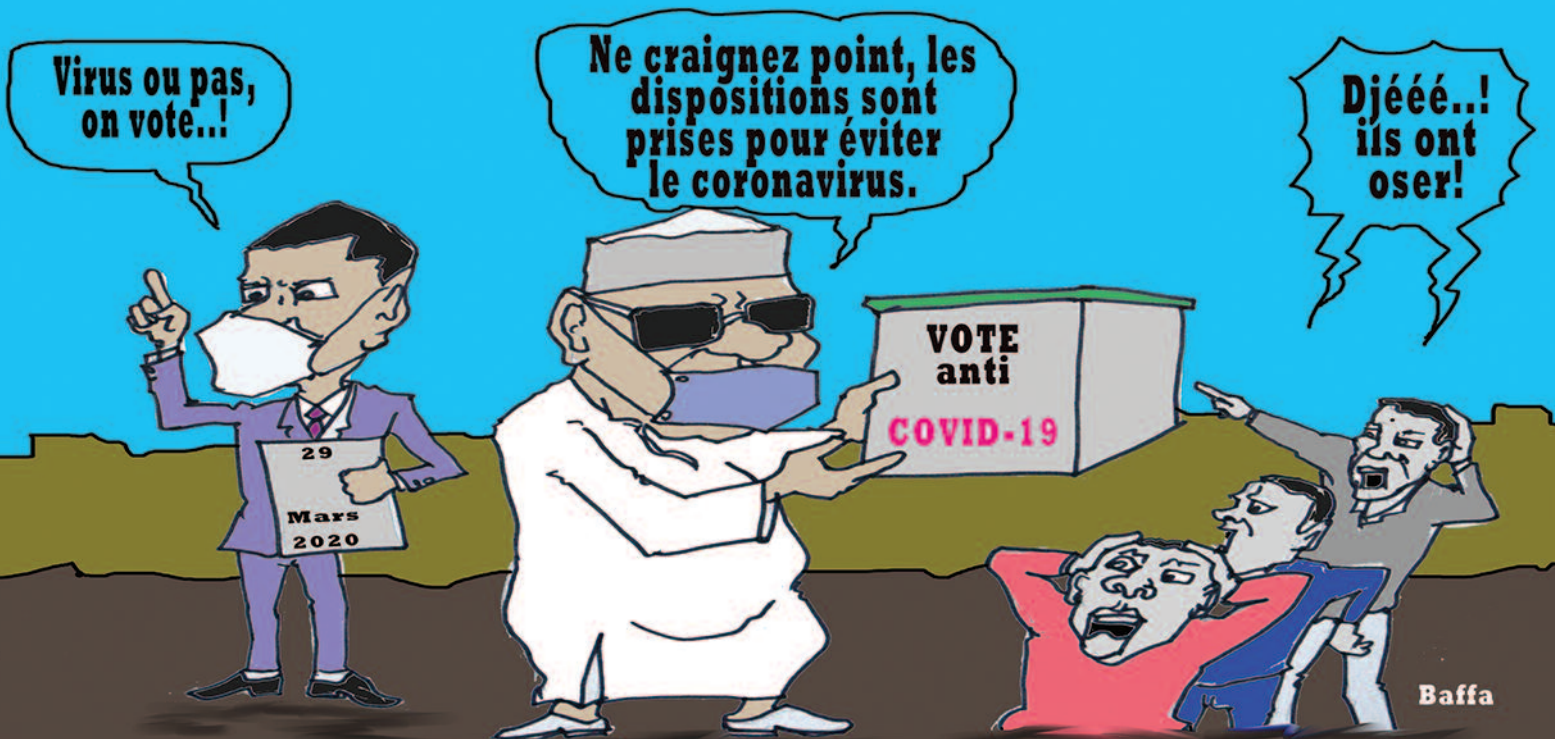
MARDI 31 MARS 2020

575

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Elections législatives

Ils ont osé...



Achat de l'avion présidentiel et des équipements militaires : Mahamadou Camara et... les autres ?



Elections législatives : Un faible taux de participation !

FOFY[®] INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUIVES

MALISADIO



Santé • Sécurité • Economie

| | | |
|------------------------------|---|------------|
| Une | Elections législatives : Ils ont osé... | P.4 |
| Brèves | Formalité électorale à Niafunké : Soumaïla Cissé et son colistier annoncés largement en tête P.10 Le Président IBK à propos de l'enlèvement du chef de file de l'opposition, Soumaïla Cissé : « Nous ne ménagerons aucun effort pour obtenir sa libération » P.10 Embuscade contre les FAMA : Cinq assaillants tués et des objets saisis P.10 Communiqué du Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne à la suite de l'enlèvement du Président de l'URD, Chef de file de l'Opposition Républicaine et Démocratique du Mali, Monsieur Soumaïla CISSE P.11 Législatives à Kayes : Le taux de participation demeure la grande inconnue du scrutin P.11 Des législatives perturbées au centre du Mali : Des enlèvements et des populations intimidées P.12 Centre de Bagadadji : Des responsables du RPM accusés d'avoir bourré les urnes P.12 Communiqué n°1 du conseil national de l'ordre des médecins relatives à la pandémie covid19 au Mali P.12 Coronavirus : La BDM sa communique P.13 Propagation du COVID19 au Mali : Des chiffres alarmants d'infectés en perspective P.13 | |
| Actualité | Hôpital Luxembourg Mère-Enfant : Un joyau architectural au service des patients P.15 Education : Le ministre de l'éducation multiplie les initiatives P.17 Achat de l'avion présidentiel et des équipements militaires : Mahamadou Camara et... les autres ? P.18 Lutte contre le terrorisme au Sahel : Les Européens lancent une force Takuba amoindrie P.20 | |
| Politique | Elections législatives : Un faible taux de participation ! P.21 Mali : Des législatives minées par la disparition de Soumaïla Cissé P.22 26 mars 1991- 26 mars 2020 : Bilan d'une démocratie et perspectives ! P.23 | |
| Culture & société | Jardin de Tarabangou (Tombouctou) : Un poumon de l'économie locale P.27 | |
| International | Guinée : 91,59 %, ce score soviétique qui ne règle rien P.28 Coronavirus : La Russie dévoile son médicament pour traiter le coronavirus P.29 | |
| Sport | Coronavirus au Mali : Le monde du sport reste mobilisé P.30 | |

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

P.10

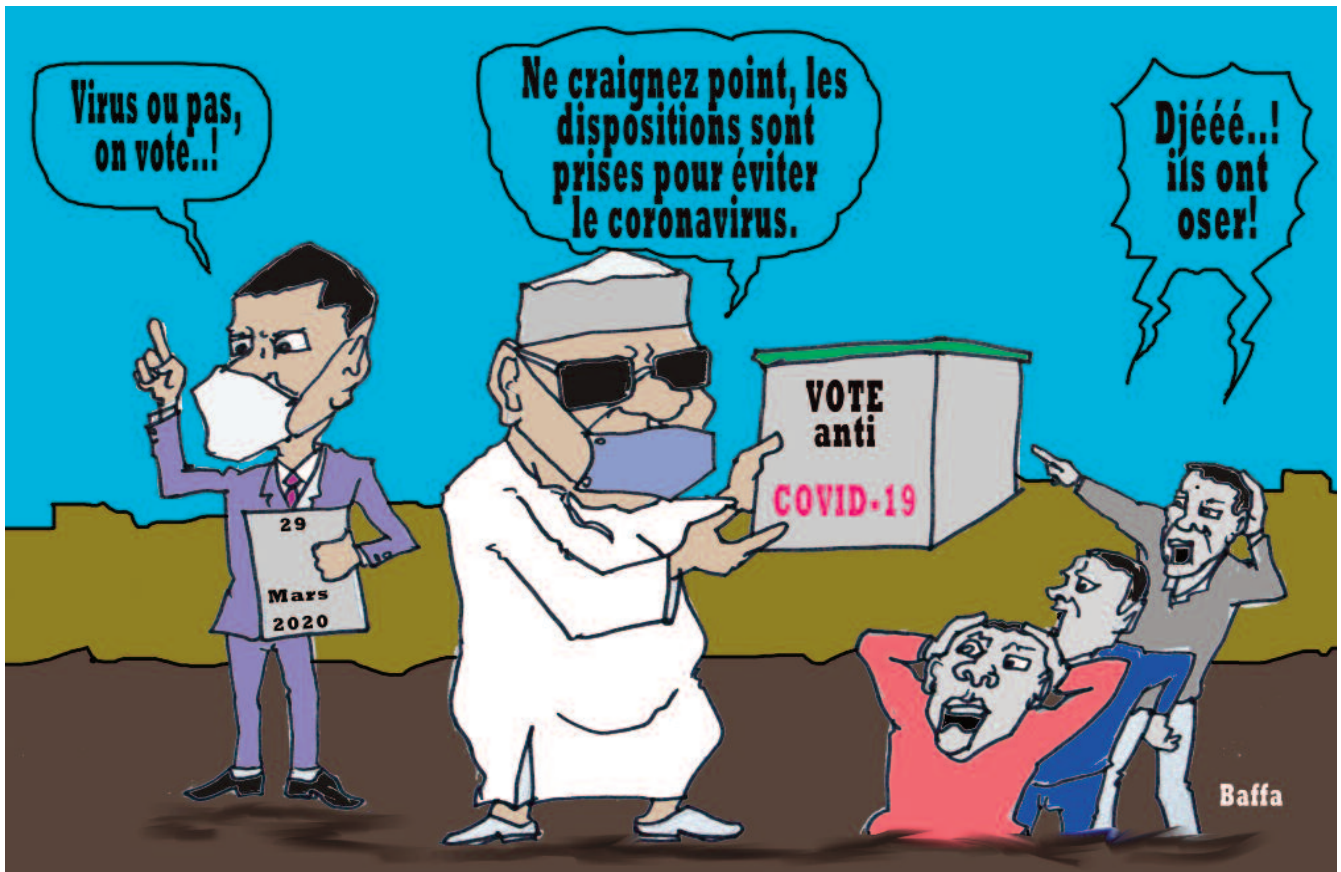


P.15



P.23





Elections législatives : Ils ont osé...

Le premier tour des élections législatives maliennes s'est donc déroulé ce dimanche, 29 mars 2020, comme prévu par le Président Ibrahim Boubacar Kéïta (IBK) et son Gouvernement. En dépit de l'inquiétude de millions de Maliens face à une possible propagation de l'épidémie du Coronavirus, en dépit de l'incompréhension des Africains face à ce qui apparaît comme un entêtement inutile et totalement irresponsable, les autorités politiques et administratives maliennes ont donc décidé de sacrifier la santé voire la vie de millions de Maliennes et de Maliens en organisant les législatives au moment où le Covid-19 s'étend dans le pays. Car le risque est bel et bien réel et grand quand on sait que les mesures-barrières édictées n'ont été **que symboliquement et opportunément suivies à l'intention des médias**. Comme l'avait laissé entendre le Premier ministre Boubou Cissé plusieurs semaines

plus tôt, la vie des Maliens n'est pas plus importante que la tenue des élections législatives. Inévitablement, l'irresponsabilité de nos dirigeants ouvrira, dans les semaines à venir, la

voie à une épidémie contre laquelle les dirigeants responsables de plusieurs pays ont pris des mesures draconiennes pour protéger leur peuple.

Le Secrétaire général du ministre de la Santé et des Affaires sociales l'a ouvertement reconnu sur l'Office de Radiodiffusion Télévision du Mali (ORTM) : les autorités sanitaires du Mali n'ont pas pu faire acheminer le matériel sanitaire de protection à l'intérieur du pays pour équiper les dizaines de milliers de bureaux de vote. L'on a pu constater que la plupart des bureaux de vote





à Bamako même n'étaient pas pourvus de matériels sanitaires ou que les mesures de précaution n'étaient pas très souvent respectées. Le mensonge des autorités politiques et administratives était donc manifeste et, curieusement, l'ORTM l'a fait remarquer dans des reportages qui ne sont pas à l'avantage du pouvoir. **De nombreux témoignages de président de bureaux de vote ont ainsi été relayés.**

Dans tous les cas, la protection de la vie et de la santé des populations maliennes n'a jamais été la première préoccupation des autorités maliennes. En effet, il y a quelques semaines, bien avant l'apparition du premier cas avéré de contamination au Coronavirus, le Premier ministre Boubou Cissé avait déclaré que les élections législatives se tiendraient avec ou sans Coronavirus. C'est là l'expression la plus claire de l'irresponsabilité du Premier ministre malien et de son cynisme vis-à-vis de la santé et de la vie des 7 millions et demi d'électeurs et partant de l'ensemble des 20 millions de Maliennes et de Maliens. On en est encore à se demander comment un responsable politique d'un si haut rang a pu s'exprimer ainsi sans ambages et sans précautions de langage comme pour déclarer à la face de ses compatriotes : « On nous a enjoint d'organiser les élections à la date indiquée et nous le ferons quoi que cela coûte ». Car il faut croire qu'IBK et son Gouvernement n'ont pas agi de leur plein gré. Le Mali n'en est pas à un report près et un autre ne serait pas de trop quand on sait que c'est une question de vie ou de mort de 20 millions de personnes. Cependant cela n'est possible qu'avec un pouvoir qui n'a pas les mains liées.

Le tapage fait autour d'éventuelles prises de mesures-barrières pour sécuriser et les votants et les membres des différents bureaux de vote n'a trompé personne. D'ailleurs la très faible affluence des votants sur l'ensemble du territoire national montre à suffisance la peur de la contamination par le Covid-19. Et cette peur était justifiée tant pas les aveux du Secrétaire général du ministère de la Santé et des Affaires sociales que par le constat fait sur le terrain du laxisme dans l'application et le respect des mesures-barrières édictées. La faible affluence est révélatrice du peu de crédit que les Maliens accordent à la parole officielle. Comment peut-on, en effet, faire confiance à un Président qui restreint les regroupements de personnes, décrète l'état d'urgence sanitaire, instaure le couvre-feu sur l'ensemble du territoire et décide, malgré tout, d'organiser des élections qui font appel à 7 millions et demi de votants sur l'en-

semble du pays ? Il y a bien longtemps que la parole présidentielle ne pèse plus le poids d'un atome depuis toutes ces promesses faites et non tenues notamment sur l'instauration de la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption et la délinquance financière, la restauration de l'autorité de l'Etat. Les colères et les menaces d'IBK ne font plus peur aux Maliens car il a largement fait étalage de sa faiblesse et de son incapacité à diriger le Mali.

Ils ont donc osé organiser le premier tour des législatives ce 29 mars 2020 parce qu'ils ont le feu aux trousses. Pour convaincre les populations bamakoises d'aller voter, certains candidats ont, dans l'après-midi, organisé l'achat de votes et transporté des centaines de votants à bord de minibus Sotrama. C'est la bonne vieille méthode pour s'allier des gens qui peinent à manger correctement chaque jour. C'est aussi une des raisons de l'abstention des Maliens, convaincus que les Députés n'ont aucun souci du progrès du Mali et de ses populations. En tout cas, les observateurs seront très attentifs à l'évolution de l'épidémie du Coronavirus dans deux ou trois semaines, le temps que met le Covid-19 pour se manifester chez un sujet contaminé. Même dans l'éventualité où le taux de contamination ne connaîtrait pas un bond significatif imputable à l'organisation des législatives, il n'en demeure pas moins qu'il s'agit d'une décision qui aura mis en évidence le peu de respect d'IBK et de son Gouvernement pour la vie des Maliens. C'est la grande leçon à tirer du premier tour de ces législatives du 29 mars 2020.

■ **Diala Thiény Konaté**



Sekou Samassa

Le covid 19 est la manifestation de la colère divine une journée de prière doit être organisée pour demander pardon à Allah le tout puissant.



Arouna Modibo TOURÉ

Remise ce matin de kits sanitaires au Comité National Olympique du Mali CNOSM. Pour les sportifs, les journalistes, les supporters... Sensibiliser et prévenir StopCoronaVirus



Figaro du Mali

Disparition de Soumaila Cissé : La femme du chef de file refuse de quitter Niafunke. L'enlèvement du président de l'URD, Soumaila Cissé, chef de file de l'opposition malienne, est une épreuve et une équation nationale. Au moment où les démarches, de toutes sortes, sont mises en œuvre, notre rédaction s'est intéressée à la pénible transition que vit la femme de Soumi Champion. Aux dernières nouvelles de auprès des nos sources, Astan Traoré est toujours dans la ville natale de son époux (Niafunke) sans assistance sécuritaire. Une autre source gouvernementale rappelle que les autorités maliennes ont demandé à la femme de regagner la capitale.

Mais, la bravoure et le courage de toute femme constituent une source d'espoir et de résistance. Madame Astan Traoré, ajoutent des proches, refuse de quitter, pour l'instant, la localité de Niafunke sans



son époux enlevé par des hommes armés.

Selon des sources sécuritaires, la native de Kolokani a catégoriquement refusé d'embarquer dans le vol Minusma qui a ramené la dépouille du garde corps de Soumaila Cissé et les rescapés de l'attaque à Bamako. Rappelons qu'elle est partie en campagne avec son mari comme lors des échéances passées. Sur place, nos radars révèlent que depuis l'enlèvement du chef de file, sa femme Astan Traoré est cloîtrée dans la famille, chapelet en main et recevant timidement des membres et des militants du parti URD.



Enlèvement de Soumi Champion : IBK demande l'isolement de SBM et la diligence de son affaire judiciaire. Au moment où la communauté nationale et internationale s'active aux démarches visant à retrouver l'honorable Soumaila Cissé et une partie de sa délégation, des tensions surgissent entre le chef de l'Etat et son ancien Premier Ministre, Soumeylou Boubeye Maiga.

Peut-on parler de guerre ouverte entre les deux hommes? En tout cas la réouverture spectaculaire de l'enquête du dossier des équipements militaires par des valeureux magistrats semble avoir réveiller le hérisson. En effet, la justice malienne incrimine Soumeylou Boubeye Maiga et d'autres hauts responsables du Mali.

Le comble est que l'affaire de l'enlèvement du chef de file de l'opposition devient une autre source de conflit entre les deux personnalités amies qui l'avaient pourtant combattu. Chacun doit avoir un rôle à jouer et le président de l'Asma-CFP est un acteur utile dans un pareil contexte. S'il y'a complot, comme le soulignent certains maliens, Boubeye pourrait en savoir plus.

Après le passage de SBM au QG du chef de l'opposition pour annoncer sa disponibilité, tant matérielle que relationnelle, aux membres dudit cabinet et au parti URD dans les recherches de soumaila Cissé, la démarche n'aurait pas plus à IBK. Quelques jours après sa démission forcée, SBM a rendu visite à Soumaila Cissé le 29 Août 2019 afin que les deux partis poussent leur cadre de collaboration.

Soumeylou Boubeye Maiga est un homme de réseaux et d'idées. Son implication pourrait fortement aider à un heureux dénouement. D'après des sources proches de Koulouba, une fois informé de la teneur de la visite de SBM au QG du chef de file, le chef de l'Etat aurait ordonné à ses services de tout faire pour diligenter les recherches sans associer son ancien premier ministre.

Les mêmes sources confient que des consignes de confidentialité

ont été données aux dirigeants de l'URD afin d'isoler davantage le Tigre de Badala. Selon des sources au niveau du BPN du parti de la poignée de mains, les décideurs n'ont pas donné, pour le moment, de suite favorable à la sollicitation de Soumeylou Boubeye Maiga.



Awa Sylla

Monsieur le président de la République, Ibrahim Boubacar Keita, nous les enfants du président Soumaila Cissé vous demandons de tout faire pour que notre papa nous revienne dans les plus brefs délais svp.



Elhadj Djimé Kanté

Moi c'est la période allant du 5 au 15 avril qui m'inquiète.



MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES AFFAIRES SOCIALES
SECRETARIAT GÉNÉRAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

COMMUNIQUE N°24 DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES AFFAIRES SOCIALES SUR LE SUIVI DES ACTIONS DE PREVENTION ET DE RIPOSTE FACE A LA MALADIE A CORONAVIRUS.

Conformément à son engagement de tenir régulièrement informée l'opinion nationale et internationale sur la situation épidémiologique au Mali, le Ministère de la Santé et des Affaires Sociales communique, ce jour 30 mars 2020, les services de santé ont enregistré 5 nouveaux cas de COVID-19 qui se répartissent comme suit :

- Commune I du district de Bamako, 2 cas ;
- Commune VI du district de Bamako, 2 cas ;
- Kalaban Coro, cercle de Kati, région de Koulikoro, 1 cas.

Ces 5 nouveaux cas portent à 25, le nombre total de cas enregistrés au Mali. Un cas de décès a été enregistré le 29 mars 2020 à l'hôpital de Kayes, il s'agit d'un patient de 88 ans souffrant aussi de diabète et d'Hypertension, portant le nombre total de décès à deux (2). Tous les autres cas enregistrés, sont actuellement pris en charge par les autorités sanitaires. A ce jour, 520 personnes-contacts sont identifiées. Les recherches continuent pour retrouver d'autres personnes-contact.

Le Ministère de la Santé et des Affaires Sociales, invite les populations à rester sereines et au respect des mesures de prévention.

Bamako, le 30 mars 2020
P/Le Ministre PD
Le Secrétaire Général



De Mama COUMARE
Chevalier de l'Ordre National

Yehia Tandina



LÉGISLATIVES 2020 : Le manque de professionnalisme dans le bourrage des urnes est flagrant.

1-Lafia pour 5.000 inscrits, Nous obtenons 6000 votants pour un taux de participation de 120%

2-Ber une vingtaine de Bureaux immobilisée et les auteurs au Niouf, on parle d'un taux de participation de 80%

Pour certification jetez un oeil sur les résultats provisoires que j'ai posté. À ce rythme Tombouctou ville où le vote est propre et en présence de l'administration en charge de l'organisation, nous n'avons pas pu atteindre les 50% de participation. De grâce dites aux bluffeurs, un peu du savoir-faire. Pour rassurer les QG des autres partis politiques je vous informe que les 25 bureaux de lafia ne sont pas dans le décompte. 12 autres de Ber également.

Faites vos calculs et trouvez le coupable

EUCAP Sahel Mali



2000 registres pour faciliter le travail des enquêteurs et le respect des droits. D'une valeur plus de 30 millions de Francs CFA financés par la mission de

l'Union Européenne, ces registres de Garde à Vue pré-renseignés sont le fruit d'un travail conjoint entre le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme et celui de la Sécurité et de la Protection civile, avec le soutien des experts d'EUCAP.

Le code de procédure pénale prévoit, dans toute unité de police ou gendarmerie susceptible de recevoir une personne gardée à vue, la tenue d'un registre contenant les informations essentielles sur le déroulement de la garde à vue, pour le bon respect de la procédure pénale et des droits de la personne retenue. Ce registre comporte des feuillets pré-remplis destiné à recevoir toutes les mentions obligatoires et autres observations sur le déroulement de chaque garde à vue, facilitant le travail de l'officier de police judiciaire mais aussi le contrôle des magistrats et de la hiérarchie.

Ils ont été remis officiellement au Directeur National des Affaires Judiciaires et du Sceau ce 23 mars 2020.



Amadou Tall



Coronavirus : Hier, j'entendais RFI critiquer TRUMP. Comme quoi, il n'a pas pu tirer les USA d'affaire, côté Covid19. Au même moment, je visite les nombreux hashtags sur la carence criminelle de MACRON. En voici un échantillon des millions de déclarations de haines contre le pouvoir français. Au même moment, TRUMP annonçait la trouvaille d'un moyen de dépistage en 5 minutes. Vraiment MDR de mes confrères abrutis par l'idéologie. Pitié de vous.



Fahad Ag Almahmoud



Tous les bureaux dont le taux de participation dépasse 40%, ce n'est pas un vote mais un bourrage.

Primature du Mali



COVID19 : le Premier ministre Dr Boubou Cissé a présidé ce jour la cérémonie de remise de chèque par l'opérateur malien Tidiani Ben AlHousseini, pour soutenir l'effort du gouvernement dans la lutte contre le Coronavirus. Ce lundi 30 mars 2020, le Premier ministre, Chef du Gouvernement, Dr Boubou Cissé, a reçu de la part de M. Tidiani Ben AlHousseini, un chèque de cent millions de francs CFA comme soutien au Gouvernement dans la lutte contre la pandémie du Coronavirus. Le chèque a été remis par M. Mohamed Lemine Elysenad, représentant du donateur Tidjani Ben Alhoussein, qui, en tant que malien, a voulu témoigner de son soutien au Gouvernement et à l'ensemble du peuple malien. Au cours de la cérémonie, M.Mohamed Lemine Ely-

senad a lu une lettre de donateur dans lequel ce dernier rappelle les paroles du Roi Ghezo « si tous les enfants du pays venaient, par leurs mains, boucher les trous de la jarre percée, le Pays serait sauvé. » Pour l'occasion, le chef du Gouvernement était accompagné du ministre de la santé et des affaires sociales, M. Michel Sidibé et du ministre de la promotion et de l'investissement privé, des petites et moyennes entreprises et de l'entrepreneuriat national, madame Safia Bolly. Le Premier ministre, au nom du président de la République, son excellence Ibrahim Boubacar Keita, et au nom de l'ensemble du peuple malien, a tenu à témoigner la reconnaissance du Gouvernement pour ce geste hautement patriotique. Il n'a pas manqué de souhaiter que ce geste altruiste inspire plus d'un pour encourager, l'élan de soutien patriotique dont le pays a besoin pour faire face à cette pandémie.

Le Chef du Gouvernement a annoncé en outre, la création d'un fonds spécial par le Gouvernement du Mali pour lutter contre le COVID19 et ses conséquences.

Ce chèque de cent millions sera la première contribution citoyenne pour alimenter ce fonds instruit par le Président de la république, qui, a déjà débloqué plus de six milliards de francs CFA pour faire face à l'épidémie.

A la fin de la cérémonie, le Premier ministre, Dr Boubou Cissé, a tenu un point de presse en compagnie du ministre de la santé pour entretenir la presse sur la nature et les motivations de ce fonds.

Au cours de point de presse, le Dr Boubou Cissé a lancé un appel citoyen à toutes les bonnes volontés pour aider le Gouvernement à mieux protéger les maliens contre cette pandémie dévastatrice.



Mimi La Bomba Africana



Si on savait, on allait rester en 2019

Ibrahima Anne



Et pourtant, Guterres n'a fait que répéter le patron éthiopien de l'Oms. Sommes-nous visités par un racisme à rebours ?

On applique les vieilles recettes de 88 visant à contrer les émeutes au couvre-feu de 2020 destiné à endiguer une épidémie. En langage poli, cela s'appelle passer à côté de la plaque

Martin Togo

MÊME ÉTANT DANS L'OBSCURITÉ, LE LAIT NE CHANGE JAMAIS SA COULEUR : IL RESTE TOUJOURS BLANC.



Evry Champion

Beaucoup de gens sont au chômage à cause de cette fichue maladie et la vraie galère générale se profile à l'horizon. Que la solidarité à l'africaine prenne le relai sinon l'irréparable se produira. Allah kan soutoura



Boubacar Diallo

Quand d'autres pays offrent 2 mois d'électricité gratuite à sa population pour pallier aux désagréments du couvre feu, au Mali EDM n'arrive pas à nous servir!! Haaaaa !!!! Mali



Guimba Makalou

Abdoulaye Konare
UN SECOND TOUR A YELIMANE
YELEMA-RPM 49.38%
UMRDA-ADEMA 30.04%



Kaou Abdramane Diallo

Kanfari Sonni Anass Maiga
Nous trichons pour élire nos dirigeants. C'est normal qu'ils deviennent à leur tour des tricheurs.



Didier Raoult

Si je suis amusé par la créativité des réseaux sociaux, notamment via des comptes parodiques et



des détournements, je tiens à rappeler que je suis un homme poli : la vulgarité ne fait pas parmi de la panoplie de mes tweets. Rendez-vous demain pour de nouvelles données épidémiques

Mamadou Ismaila KONATE

Chefdefiledelopposition : #SC est porté disparu depuis 5 jours. Aucun plan #ORSERC n'est déclenché. Il est pourtant le 2nd dans le système démocratique malien. Son sort est-il passé si vite à la trappe ? Quid de la responsabilité 1ère de l'Etat d'assurer sa sécurité ?



Le journal Afrique

Depuis quelques jours, la chloroquine, cet anti-paludéen, est devenue introuvable dans les pharmacies de Bamako. Retirée du marché en 2006, car n'étant plus efficace contre le paludisme, elle pourrait servir à traiter le Covid-19.



Chefdecorps1REC

Les 700 militaires du groupement "Centurion" du 1REC, déployés dans le cadre de l'opération #Bar-khane, ont été engagés dans l'opération MONCLAR. Au cours de ces 3 semaines d'opération, des résultats significatifs contre les GAT ont été obtenus.



Formalité électorale à Niafunké : Soumaïla Cissé et son colistier annoncés largement en tête



C'est une faute grave et une inconscience morale pour certains compatriotes de voir les partisans de Soumaïla Cissé se rendre aux urnes après l'enlèvement de celui-ci. D'autres estiment qu'il faut poursuivre le courage du candidat de Niafunké en dépit de l'épreuve inédite qu'il traverse. C'est ainsi que les populations de la circonscription de Niafunké, selon des confrères locaux et des agents électoraux, ont plébiscité Soumaïla et son colistier largement en tête dans sept localités avec l'écrasante majorité des votants à Soboundou.

Des bourrages d'urnes effectués par des hommes armés à Soumpi et à Léré au profit du candidat du RPM. Ces deux localités sont toutes contrôlées par des groupes armés. En attendant la proclamation des résultats par les autorités habilitées, certains célèbrent le triomphe d'un homme qui n'est encore pas libre de ses mouvements. Des sources locales notent près de 289 incidents dans la circonscription électorale de Niafunké dont deux (2) enlèvements (un imam et un président de bureau). Selon les témoignages de nos sources locales, les Challengers du candidat Soumi étaient escortés par des hommes armés. Mohamed AG Ahmed, candidat du RPM, avait lui aussi fait l'objet d'un rapt le 17 mars. Des sources annoncent même qu'il avait reçu la visite de Soumaïla Cissé en pleine campagne.

Le Président IBK à propos de l'enlèvement du chef de file de l'opposition, Soumaïla Cissé : "Nous ne ménagerons aucun effort pour obtenir sa libération"



Le président malien Ibrahim Boubacar Keïta a exprimé son indignation dimanche au sujet de l'enlèvement du chef de file de l'opposition dont on est sans nouvelles depuis le milieu de la semaine. Soumaïla Cissé a été enlevé mercredi après-midi après l'attaque de son convoi alors qu'il faisait campagne dans son fief électoral de Niafunké, près de Tombouctou. Son garde du corps a été tué dans l'attaque. IBK a assuré que tout est fait pour soustraire le chef de l'URD (Union pour la République et la Démocratie) des mains de ses ravisseurs non encore officiellement identifiés.

« Nous ne ménagerons aucun effort pour obtenir sa libération », a-t-il affirmé, après avoir effectué son devoir civique dans le cadre de ces élections législatives maintenues malgré un contexte sécuritaire et sanitaire difficile avec les premiers cas de Coronavirus dans le pays. Le président IBK a par ailleurs salué « la maturité » du parti de Soumaïla Cissé qui a maintenu sa participation en dépit de l'enlèvement de son chef.

Embuscade contre les FAMA : Cinq assaillants tués et des objets saisis

Les forces armées maliennes continuent de faire face à l'équation des terroristes. Visées en permanence, les FAMA sont une fois tombées dans une embuscade ce dimanche. C'était aux environs de 14heures lorsqu'une mission du poste de sécurité de Mondoro en escorte du Matériel électoral, revenait de Tiguila. Du côté des FAMA, aucune victime n'est à déplorer. Les terroristes ont été mis en déroute avec cinq (5) morts et trois (3) motos détruites dans leur rang. D'autres objets auraient été saisis. Il s'agirait de deux armes à feu, d'un lance-roquette, d'un talkie-walkie avec chargeur, de pièces d'identité ou encore de quatre téléphones portables.



Communiqué du Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne à la suite de l'enlèvement du Président de l'URD, Chef de file de l'Opposition Républicaine et Démocratique du Mali, Monsieur Soumaila CISSE



Les rumeurs concernant l'enlèvement du Président de l'URD et Chef de file de l'opposition républicaine et démocratique du Mali, répandues depuis hier mercredi 25 mars, se sont confirmées ce matin par un point de presse tenu ce jeudi matin le 26 mars 2020 dans les locaux de l'URD, par une cellule de crise mise en place instamment. Il en ressort, que Soumaila Cissé et des membres de son staff de campagne auraient été enlevés hier mercredi 25 mars dans le cercle de Niafouké. A la suite de cet enlèvement des membres de la délégation victime de ce rapt seraient de retour à Niafouké ce jeudi et dont certains seraient gravement blessés. On y apprend surtout la triste nouvelle de la tuerie barbare du garde du corps de Monsieur Soumaila Cissé qui reste, à ce jour introuvable. Avec son équipe de campagne il aurait été enlevé par une bande armée, non encore formellement identifiée et dont l'objet serait d'influer sur la tenue des législatives prochaines.

Le Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne, à travers son Président, condamne cet enlèvement odieux de Soumaila Cissé et ses camarades. Il présente ses condoléances les émues à la famille de son garde du corps ; souhaite prompt rétablissement au blessés et compati à leur douleur. Soumaila est une grande figure historique du Champ politique malien. Un enlèvement ne saurait le soustraire de l'action politique. Le CSDM exige sa libération au plus vite et invite ses ravisseurs à plus d'humanité. Son absence prolongée de la scène politique malienne aurait des conséquences sur la bonne marche de la paix en construction. En cela, le Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne, invite l'ensemble des parties prenante à la construction de cette paix et la stabilité présentes ici au Mali, à se mobiliser, pour que Monsieur Soumaila Cissé puisse retrouver la liberté, sain et sauf.

Au gouvernement de la République du Mali, en mouvement depuis l'annonce de cette nouvelle, le Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne manifeste sa solidarité et forme, à son intention, plus de courage et d'engagement, pour un dénouement heureux de cette situation.

Bamako le 26 mars 2020

**Le Président du Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne
HAÏDARA Chérif Mohamed**

Législatives à Kayes : Le taux de participation demeure la grande inconnue du scrutin



Les populations de la région de Kayes se sont rendues, dimanche, dans les urnes pour élire leurs députés au cours d'un scrutin qui se déroule au moment où le pays est sous couvre-feu à cause de la pandémie du coronavirus. Au Centre du Groupe scolaire Khasso2 où le gouverneur de Kayes, l'inspecteur général Mahamadou Zoumana Sidibé, a voté, comme partout dans la région, les élections ont débuté dans le calme. L'Etat a pris des mesures sanitaires afin de protéger les citoyens contre cette pandémie. Cependant, les dispositifs sanitaires n'existent pas dans tous les Centres de vote de Kayes.

Mais à Légal-Ségou, les électeurs et électrices étaient servis en bavette (cache-nez), dès l'entrée de leur centre. « Nous demandons d'abord aux gens de sortir et de respecter les consignes sanitaires avant et après le vote. Ce qui est très important pour nous », a déclaré le gouverneur. Les présidents de certains bureaux de vote n'ont pas répondu à l'appel. Dans la cité des rails, il y a peu d'engouement autour de ce scrutin.

Le vote s'est également bien déroulé à Khouloum, une commune rurale du cercle de Kayes.

« Il y a peu d'affluence car les gens ont peur du COVID-19. Les électeurs viennent au compte-gouttes. Nous avons reçu tous les matériels électoraux et les dispositifs sanitaires pour la tenue du scrutin. Les gens lavent leurs mains avec le gel hydro alcoolique avant et après le vote », a indiqué Habib Sissoko, le maire de la commune rurale de Kassama (cercle de Kéniéba) que nous avons joint au téléphone.

« Vers 11h, le total de votants des trois bureaux de vote est de 257 sur 1 181 votants soit 21.76%. Mais, les électeurs viennent petit à petit », a indiqué à l'AMAP un électeur du village de Faléa, chef-lieu de la commune rurale de Faléa, (Kéniéba).

■ BMS/MD



Des législatives perturbées au centre du Mali : Des enlèvements et des populations intimidées



Les élections législatives sont en partie sécurisées par les armées du nord. Mais la violence règne depuis quelques jours sur le terrain. La volonté des ennemis de la paix est d'empêcher le scrutin. Dans la nuit du samedi, un certain Adama Diallo a été enlevé par des hommes armés non identifiés à Boni.

Après cet acte criminel, les bureaux de vote n'ont pas ouvert. Selon des acteurs électoraux, le sous-préfet s'est rendu sur les lieux afin d'exhorter les notables pour qu'au moins, un seul bureau de vote puisse ouvrir. Les populations n'ont pas approuvé cette manière de légitimer le scrutin. Dans la même localité de Boni, l'imam Ibrahim Cissé aurait été aussi enlevé. A Taoudéni, le gouverneur se réjouit plus de ses véhicules retrouvés que de la tenue impossible de l'élection.

Toujours dans le cercle de Niafunké, un véhicule saute sur un Engin Explosif Improvisé. Plusieurs morts selon des sources concordantes

Communiqué n°1 du conseil national de l'ordre des médecins relatives à la pandémie covid19 au mali

Le Conseil National de l'ordre des médecins, informe l'ensemble des confrères que ce jour il a appris avec douleur et consternation la contamination avérée d'un confrère au virus du covid19. Le confrère est pris en charge conformément au protocole national établi. Le CNOM vous tiendra informé de l'évolution de son état. A cet effet le conseil national invite tous à prendre les dispositions idoines pour se protéger du covid19, rappelle que le médecin doit être un modèle exemplaire en termes de respect des règles d'hygiène et de prévention. Assure tous les confrères de son accompagnement en ces heures difficiles de crise sanitaire et que tout sera mis en œuvre pour assurer la protection des personnels de santé. Le Cnom souhaite prompt rétablissement au confrère, remercie tous les médecins du Mali et l'ensemble des professionnels de santé pour leurs sens élevés du sacrifice au service des autres. Ensemble nous vaincrons cette Maladie.

Pour le Cnom le chargé à la communication et à la formation (Dr Ousmane Ly).

Centre de Bagdadji : Des responsables du RPM accusés d'avoir bourré les urnes



La capitale malienne connaît ce dimanche une grande fluidité dans la circulation. Une situation peu surprenante au regard du contexte dangereux lié au COVID 19.

Les opérations de vote se déroulent dans les différentes communes de Bamako. Le constat de nos correspondants sur le terrain n'est pas amer. Au centre de vote de l'école fondamentale Ismaila Diawara de Quinzambougou, les agents électoraux étaient dans les bureaux.

Cependant, nos équipes soulèvent un manque de kit de lavage. Un seul kit de lavage des mains pour l'ensemble de l'école, signale-t-on. Aussi, c'est un bidon de gel dans les bureaux de vote au nombre de 34.

Sur le plan sécuritaire, environ 250 policiers et gendarmes assurent la sécurité. C'est l'un des centres le plus sécurisé car l'école abrite le bureau de vote de Karim Keita, fils du président de la République.



Coronavirus : La BDM sa communique



Banque de Développement du Mali (SA)

Lutte contre le COVID-19 : Avis au Personnel No 03

Chers membres du personnel, la maladie à Coronavirus est passée du stade de la menace à la réalité dans notre pays.

Ainsi, le dimanche 29 mars 2020, les Autorités ont informé la Direction Générale de la banque du cas d'une personne testée positive au Covid-19, ayant séjourné au sein de notre établissement dans le cadre d'un stage professionnel.

Elle a été immédiatement prise en charge par les services de santé. Son état est normal et toutes les personnes avec lesquelles l'intéressée a eu des contacts ont été repérées pour être mises en isolement par les services sanitaires compétents.

La cellule de crise de la BDM SA s'est immédiatement réunie sous la présidence du Directeur Général pour examiner la situation et prendre les mesures préconisées en la matière.

Elle a aussitôt décidé de :

- la mise en isolement de l'ensemble des agents du service ayant eu un contact direct avec la personne malade.
- la pulvérisation immédiate de l'ensemble des locaux de la banque (intérieur et extérieur).

En conséquence, la Direction Générale réitère son invitation à l'endroit du personnel à l'observation stricte des mesures barrières notamment :

- le lavage des mains à l'entrée des agences et des GAB.
- la prise de température à l'entrée des points de vente.
- l'accès des clients aux guichets par petits groupes de 5 ou 10, selon la capacité d'accueil des agences afin de respecter la distance d'un mètre entre deux personnes.

La Direction Générale sait compter sur votre aimable compréhension.

Propagation du COVID19 au Mali : Des chiffres alarmants d'infectés en perspective



La lutte contre le coronavirus occupe une partie des efforts du gouvernement. Mais cette mobilisation présente beaucoup de zones d'ombre malgré la nécessité et l'obligation du peuple malien à connaître les aspects pénibles qu'engendre cette pandémie. Dans notre mission de service public, nous nous investissons à alerter les Maliens et à leur livrer les détails que les autorités gardent sous silence pour des raisons que nous ignorons. Selon des agents sanitaires que nous avons approchés, un site de confinement a été ouvert ce dimanche dans la ville de Niono. Cela fait suite à la découverte d'un cas suspect le samedi 28 mars 2020. Ce cas suspect de coronavirus concernerait un patient qui résiderait en Italie et serait rentré au Mali au mois de mars 2020. Une vingtaine de personnes, ayant côtoyé le suspect, ont été mises en quarantaine. Leur prélèvement, ajoute un médecin, a été envoyé à Bamako par une mission du ministre de la santé sous escorte policière. Selon les informations livrées au Figaro du Mali, le patient suspecté aurait déclaré qu'il travaillait dans une ferme en Italie. Il aurait aussi confié que six (6) membres de la famille de son employeur en Italie sont décédés de cette pandémie. Les autorités régionales suggèrent que l'information doit rester confidentielle jusqu'à la fin des opérations de vote. Dans la capitale malienne, ce dimanche, dans un quartier de la Commune V (dont nous gardons le nom) un patient a été diagnostiqué positif au coronavirus. Il a été extrait à son domicile non loin d'une agence de téléphonie. Nos premières informations précisent que c'est une mission de l'équipe de confinement, installée à l'Institut Marchoux de Djicoroni Para, qui s'occupe de lui. Des sources sécuritaires confient aussi que 11 personnes résidant dans la même concession que le patient seraient déclarées positives. Les services sanitaires continuent à chercher d'autres contacts et espérer circonscrire la propagation d'une maladie dont la gestion est pleine de légèreté.

**WESTERN
UNION**

WU SM

MONEY TRANSFER

Je veux ce
KIT



Proche de vous



3500F
de bonus

200% de bonus
sur la 1^{ère} recharge

100% Bonus
pendant 1 mois

50 sms et 100 Mo
de forfait internet

SPiRiT

Achetez votre puce à 500 FCFA avec 500F de crédit initial et recevez en cadeaux des avantages exceptionnels*.

Bonus valable entre 5 et 30 jours.

Hôpital Luxembourg Mère-Enfant : Un joyau architectural au service des patients

La prise en charge des patients souffrant des pathologies graves nécessite un plateau technique bien fourni. Les autorités maliennes et certains partenaires ont mis sur les fonds baptismaux L'hôpital Luxembourg Mère-Enfant pour soulager les usagers en quête de santé.



Cette structure sanitaire se veut un centre hospitalier universitaire privé, un hôpital qui est reconnu d'utilité publique parce qu'une convention a été signée avec le ministère de la Santé par rapport à son fonctionnement. C'est une structure qui appartient à la Fondation pour l'Enfance.

La Fondation pour l'Enfance est actuellement dirigée par l'ancien Président ATT. L'hôpital a été créé en 1999, précisément en novembre. L'hôpital a donc fêté ses 20 ans il y a un peu plus d'un an. C'est un hôpital dédié vraiment à la mère et à l'enfant pour contribuer davantage à l'amélioration de la santé de la mère et de l'enfant dans notre pays .

Aux dires d'Abdou Kader Baby, directeur administratif de l'Hôpital Mère Enfant le Luxembourg, l'hôpital est composé de services, de départements et d'unités. Aujourd'hui, le plateau technique permet de dire que l'hôpital est placé dans la pyramide sous régionale de la santé parce que c'est un hôpital de référence. Quand on prend le plateau technique, c'est l'hôpital qui fait la chirurgie cardiaque à cœur ouvert. « **Donc nous intervenons tous les jours depuis 2018. On a ouvert la chirurgie cardiaque en 2018, on opère les enfants et les adultes souffrant de pathologies cardiaques. Donc on vient également d'ouvrir en 2019 la cardiologie**

interventionnelle notamment le cathétérisme cardiaque qui permet aussi de faire des interventions sur le cœur par imagerie en passant par un cathéter. On a également ajouté la dialyse parce qu'on sait que la population malienne souffre beaucoup de possibilités de prise en charge en dialyse parce que la seule structure publique qui prend au moins les insuffisances rénales est Point-G. Le point-G est saturé et la demande est très forte, ce qui nous a vraiment poussé d'ouvrir une unité de dialyse afin de soulager la population. Sans oublier que la chirurgie cardiaque va de pair avec la dialyse parce que cer-



tains patients opérés du cœur peuvent déclarer aussi d'insuffisance rénale au cours du traitement. Donc ce qui fait qu'on a ouvert au moins une unité de dialyse pour soulager toujours les patients de notre pays ». « Je pense qu'aujourd'hui notre hôpital joue un rôle capital à la pyramide sanitaire de notre pays. C'est un hôpital privé qui rend le service public parce que nous avons un service d'urgence, nous avons deux services de réanimation, nous appliquons la gratuité de la césarienne pour la population comme les publics et les tarifs sont aussi des tarifs à cheval entre le public et le privé. On dépasse un peu les structures publiques et nous sommes aussi en dessous des cliniques en tant qu'hôpital parce que nous ne sommes pas une clinique mais plutôt un hôpital », a-t-il ajouté.

Abordant les difficultés, il dira que c'est l'État qui les accompagne parce que l'État intervient dans plusieurs domaines notamment les ressources humaines. « Nous avons des fonctionnaires en détachement que l'État prend en charge. L'État intervient égale-

ment un peu dans le fonctionnement mais nous pensons que réellement c'est très peu. L'État peut faire plus parce que je ne vais pas rentrer dans les chiffres mais nous sollicitons vraiment que le gouvernement malien continue de nous appuyer dans l'intérêt de la population. Quand on prend la chirurgie cardiaque, c'est la médecine de pointe. Je peux dire la plus lourde du monde. On a aucun accompagnement en ce sens de l'ouverture jusqu'à maintenant. Aucune structure ne peut faire face à la prise en charge des cardiopathies cardiaques qui doivent être opérés. Il faut évidemment l'accompagnement de l'État en subventionnant un peu le tarif pour que la majeure partie de la population puisse avoir accès aux traitements. Le second problème, c'est la prise en charge de la dialyse. Elle est subventionnée, je peux dire à 100% par l'État pour les publics précisément au point-G. Pour la dialyse, il faut obligatoirement un kit pour la prise en charge d'un patient souffrant de cette pathologie », a-t-il évoqué tout en précisant que le kit est

composé de consommables et de médicaments. Ces kits sont fournis gratuitement par l'État au Point-G et à Gavardo. Donc de l'ouverture jusqu'à maintenant l'État ne nous a pas accompagnés d'abord, on est obligé d'acheter le kit à un coût minimum entre 30 000 et 40 000 FCFA. Quand on prend le prix du kit plus l'amortissement des équipements, la maintenance, la prise en charge des ressources humaines qui interviennent dans le local évidemment le coût va être un plus élevé, bon cela n'est pas à la portée de tous les Maliens lambdas. « Nous avons également besoin de l'État à ce niveau c'est-à-dire à travers la CANAM pour inclure au moins le tarif de la dialyse dans la nomenclature de la CANAM pour que les assurés de la CANAM puissent avoir accès à ces soins. Il y a l'ANAM aussi qui prend en charge les indigents et peut également aussi entrer dans la danse en signant une convention en ce sens, ne serait-ce que pour rembourser le kit qui est utilisé pour dialyser un patient ».

Le cathétérisme cardiaque occupe une place de choix dans nos difficultés, c'est la cardiologie interventionnelle par imagerie. Les Maliens quittent tout le temps pour aller se faire consulter ou examiner en cathétérisme en Tunisie, au Maroc, au Maghreb en général et certains en Europe. Quand on voit ces coûts, c'est des coûts très élevés. L'État évacue également des gens alors que ces pathologies peuvent être prise en charge dans notre pays. Évidemment, c'est tout le Mali qui a besoin du conformément du ministère de la santé, de l'État en ce sens pour que ces examens puissent être accessibles. La Coronarographie c'est comme le scanner, c'est un diagnostic. Quand on fait la Coro et la personne doit être opérée, c'est l'angioplastie. La Coro dans notre hôpital, c'est 425 000 FCFA alors qu'en prenant l'avion pour aller faire la Coro à plus d'un million ailleurs sans compter les frais de déplacement, l'hébergement, la restauration sur place et le retour. C'est en prenant ce tarif dans la nomenclature de l'AMO qu'on pourrait faciliter l'accès à cet examen pour les patients souffrant de cette pathologie. Le malade est placé au centre des préoccupations de cette structure.

■ Ibrahim Sanogo

Education : Le ministre de l'éducation multiplie les initiatives

Pour concrétiser le processus de la continuité pédagogique, le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique, Pr Mahamadou Famanta, a présidé la formation à distance, vendredi 27 mars 2020. Il s'agissait avec les partenaires de mettre en place plus rapidement un plan d'action, assorti d'un agenda de démarrage des activités.

Cette année scolaire, les cours ont été fortement perturbés par des grèves séquentielles des enseignants. Dans l'optique d'assurer la poursuite des cours, une importante réunion d'experts s'est tenue, comprenant notamment des responsables des différents ordres d'enseignement et ceux des structures centrales de l'éducation et de l'enseignement supérieur. Il y avait également des représentants de nombreux organismes, comme la Banque mondiale, l'AGETIC, la SMTD, le PADES et beaucoup d'autres intéressés par le processus de la formation à distance. C'était ce vendredi 27 mars 2020, dans les locaux dudit département, où la problématique de la formation à distance a été discutée dans tous ses contours.

Cette formation est la deuxième du genre. La concrétisation du processus de formation à distance est perçue comme un moyen d'aider

les scolaires à tous les niveaux, d'acquérir des connaissances pédagogiques à partir des supports traditionnels de communication (radio, télévision, réseaux sociaux). La rencontre de ce matin a donné lieu à des échanges sur les nombreuses expériences et les bonnes pratiques existantes en la matière.

Au cours de la formation, les experts ont mis un accent particulier sur les supports audio et vidéo qui sont disponibles et qui pourraient être utilisés en l'état, là où les possibilités existent déjà.

Le ministre Famanta est intervenu pour clarifier les choses. En effet, il a tenu à préciser que le but de cette activité n'est pas de sauver l'année scolaire, comme cela semble être défendu par certains, au cours des débats, mais de s'inscrire dans une logique de sauver le système éducatif. Cette option du ministre a été partagée par beaucoup d'experts, lesquels

ont compris que le défi de la formation à distance va bien au-delà de la menace liée au Covid-19, suite à laquelle pandémie le gouvernement a décidé de la fermeture des classes, pendant trois semaines.

Il est donc ressorti dans les discussions, comme le ministre Famanta l'a perçu, que la formation à distance est une alternative futuriste qui nous permettra sans nul doute de mieux apporter le savoir à nos enfants. Et cela, dans les domaines de l'activité humaine. Pour aller vite, trois groupes de travail (technique, pédagogique et communication), ont été mis en place pour réfléchir à un plan d'action réaliste qui sera mis en place, dès la semaine prochaine. Il s'agit de matérialiser plus durablement ce processus de formation à distance, auquel le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique attache le plus grand intérêt.

Dans un souci d'élargir les partenaires dans la mise en œuvre de ce processus de formation à distance, le ministre Mahamadou Famanta a rencontré les responsables de Sotelma-Malitel, pour explorer les voies et les moyens, par lesquels cet opérateur de télécommunications peut accompagner le département de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique dans sa stratégie d'assurer la continuité pédagogique pour nos enfants qui en ont le plus grand besoin.

■ Ibrahim Sanogo





Achat de l'avion présidentiel et des équipements militaires : Mahamadou Camara et... les autres ?

Mahamadou Camara, ancien ministre et ancien directeur de cabinet du président de la République, a été arrêté et placé sous mandat de dépôt, le vendredi dernier, dans le cadre de l'enquête sur l'achat de l'avion présidentiel et de l'affaire dite des équipements militaires. L'ancien ministre a été inculpé de faux en écriture, usage de faux et complicité, complicité d'atteinte aux biens publics par usage de faux et autres malversations et de complicité de favoritisme. Cependant, dans ces deux sulfureuses affaires qui ont fait couler beaucoup d'encre et de salive, Mahamadou Camara n'est pas seul. En effet, les noms de plusieurs autres responsables sont cités. Il s'agit de Soumeylou Boubeye Maïga, ancien premier ministre et ministre de la Défense au moment des faits, Mme Bouaré Fily Sissoko, ancienne ministre des Finances et actuel commissaire à l'Uemoa, Moustapha Ben Barka, ancien secrétaire général de la pré-

sidence de la République, Sidy Mohamed Kagnassy, ancien conseiller spécial à la présidence de la République. Aujourd'hui, la question qui se pose au sein de l'opinion est celle-ci : Mahamadou Camara est-il seul coupable ou victime d'une justice sélective ? Les autres responsables cités, notamment Fily Bouaré et Moustapha Ben Barka, « exfiltrés » et placés dans des organisations internationales seront-ils convoqués pour venir s'expliquer devant la justice ?

Selon le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de la Commune III du District de Bamako, chargé du Pôle Economique et Financier, cette arrestation fait suite « à la réouverture des enquêtes dans l'affaire relative à l'acquisition d'un nouvel aéronef (avion présidentiel) et à la fourniture aux Forces Armées Maliennes d'un important lot de matériels d'Habillement, de Couchage, de Campement et d'Alimentation (HCCA), ainsi

que des véhicules et pièces de rechange; laquelle affaire avait préalablement fait l'objet d'un classement sans suite».

Il précise que « Les investigations complémentaires menées par la Brigade Economique et Financière du Pôle Economique et Financier de Bamako ont permis de conforter les graves manquements à l'orthodoxie financière et comptable, relevés par le Bureau du Vérificateur Général, avec des faits de détournements de deniers publics sur fond d'opérations frauduleuses pour un montant de 9 350 120 750F CFA et de surfacturation par faux et usage de faux pour un montant de 29 311 069 068F CFA».

Le procureur poursuit : « Après exploitation des différents documents, le Parquet a requis l'ouverture d'une information judiciaire et un Cabinet d'instruction spécialisé du Pôle Economique et Financier de Bamako a été désigné pour instruire sur les faits de faux en écriture, usage de faux et complicité de ces faits, de complicité d'atteinte aux biens publics par usage de faux et autres malversations et de complicité de favoritisme, contre les nommés Sidi Mohamed KAGNASSY, Amadou KOUMA, Nouhoum KOUMA, Soumaïla DIABY, Mahamadou CAMARA et Marc GAFFAJOLI ».

Par ailleurs, le procureur affirme qu'en raison des « graves présomptions de faits de faux en écriture, usage de faux, atteinte aux biens publics, corruption et délit de favoritisme, qui ont pu être relevées à l'encontre des nommés

Soumeylou Boubéye MAIGA, Madame BOUARE Fily SISSOKO et Moustapha BEN BARIKA, qui étaient tous Ministres au moment des faits, le Parquet a procédé à la transmission des éléments d'enquêtes au Procureur Général de la Cour Suprême pour saisine de l'Assemblée Nationale, conformément aux dispositions pertinentes des articles 613 du code de procédure pénale et 15 de la Loi portant composition, organisation et fonctionnement de la Haute Cour de Justice ».

Cependant, il sera très difficile à la justice d'entendre ces personnalités notamment Mme Bouaré Fily Sissoko, ministre de l'Economie et des finances à l'époque et Moustapha Ben Barka, ministre délégué auprès du Ministre de l'Economie et des finances, chargé de la promotion des investissements et de l'initiative privée. En effet, les deux ayant été « exfiltrés », Mme Bouaré Fily Sissoko au Burkina en tant que commissaire au sein de l'UEMOA et Moustapha Ben Barka récemment nommé vice-président de la BOAD.

Or, depuis l'éclatement de ces sulfureuses affaires, la presse et de nombreuses voix se sont élevées pour exiger que tous ceux qui sont impliqués soient poursuivis. Mais en vain. Aujourd'hui, l'opinion se demande si Mahamadou Camara n'a pas été sacrifié sur l'autel d'une justice à double vitesse. Et pendant ce temps, les autres (Fily Bouaré et Moustapha Ben Barka) ont été placés à l'abri pour échapper à

toute poursuite...

Voilà comment fonctionne le régime d'IBK. En somme, les gros poissons échappent toujours aux mailles, alors qu'on épingle les menus fretins pour amuser la galerie.

Retour sur ces scandales

Si en matière de gouvernance, le régime IBK présente un visage peu réjouissant, l'affaire de l'achat de l'avion présidentiel et des équipements militaires reste les plus emblématiques.

L'avion présidentiel a été acquis à la suite d'un montage financier opaque de type mafieux mêlant sociétés-écrans et hommes d'affaires douteux. Hors de toute inscription budgétaire, 20 milliards de francs CFA ont été sortis des caisses de l'Etat pour acquérir un Boeing 737 (non encore immatriculé au nom du Mali). Le FMI (Fonds monétaire international) et la Banque mondiale étaient sortis de leur réserve pour exprimer leur mécontentement. Le Bureau du Vérificateur général a été commis par le FMI pour auditer cette affaire, ainsi que la section des comptes de la Cour suprême. Les rapports de ces deux structures de contrôle sont accablants : des surfacturations comprises entre 29 milliards et 38 milliards sont décelées.

En outre, lors de l'acquisition de l'avion, un contrat d'exploitation est signé avec l'entreprise Jet Magic Limited basée à Malte, le bureau du Vérificateur général n'a jamais eu

accès au contrat bail. Il faut signaler aussi l'existence d'une ligne budgétaire (dans les charges communes) depuis 2013 pour couvrir les frais du contrat. Il s'élève depuis 2013 à 3 milliards par an. Pis, aujourd'hui encore, nul ne sait si l'avion « acheté » appartient au Mali. Aujourd'hui encore le mystère entoure cette sombre affaire qui a certainement des ramifications à l'étranger...

Au même moment, était révélée aux Maliens et au monde entier la nature d'un marché de gré à gré de 69 milliards de F CFA attribué, en violation des règles des marchés publics, à un proche de la famille présidentielle, Sidi Mohamed Kagnassy, directeur général de la société Guo-Star Sarl et promu aussitôt conseiller spécial du président. Avec l'avenant, le marché a finalement porté sur 108 milliards de F CFA. Le fait que le marché soit attribué de gré à gré est un piétinement flagrant des principes élémentaires de passation de marché public. Pire, dans le même contrat, les Maliens apprendront que le ministre des Finances, Mme Fily Bouaré, a couvert ce marché par une garantie de 100 milliards de francs CFA. Des personnalités avaient profité de ces affaires pour se sucrer en se livrant à des surfacturations dont seules les Républiques bananières ont le secret.

■ **Mémé Sanogo**



Lutte contre le terrorisme au Sahel : Les Européens lancent une force Takuba amoindrie

Attendue depuis plusieurs semaines, Bruxelles a annoncé, vendredi, le lancement officiel de la future force «Takuba», un groupement de forces spéciales issues de onze pays européens destiné à accompagner les soldats maliens au combat face aux groupes terroristes.

«Considérant que la situation sécuritaire au Mali, et, plus largement au Sahel, est toujours préoccupante, l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Estonie, la France, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la République tchèque, le Royaume-Uni et la Suède soutiennent politiquement la création d'une task force» pour «assister les forces armées maliennes dans la lutte contre les groupes terroristes et appuyer les efforts actuellement déployés par l'opération Barkhane et la force conjointe du G5 Sahel», soulignent, dans un communiqué répercuté par l'AFP, les pays qui soutiennent Takuba.

Sur ces onze pays, seuls cinq se sont, cependant, engagés à participer concrètement à cette force qui doit compter quelques centaines d'hommes. Il s'agit de la Belgique, du Danemark, de l'Estonie, des Pays-Bas et du Portugal. La Suède, elle, attend un feu vert de son Parlement pour confirmer sa participation à Takuba, sous la forme d'une force de réaction rapide hélicoptérée de 150 personnes. Sollicitée,

la Norvège a annoncé, lundi dernier, renoncer à envoyer des soldats à ce stade, faute de soutien politique interne suffisant.

Craignant aussi l'enlèvement, l'Allemagne a également décliné. Le refus de la Norvège et de l'Allemagne d'envoyer leurs troupes spéciales au Sahel dans le cadre de Takuba confirme que les pays de l'UE n'ont pas les mêmes priorités sécuritaires. Et c'est donc un groupement de forces spéciales européennes amoindri qui débutera cet été ses opérations sous commandement français au Liptako, aux confins du Niger et du Mali.

La région est réputée servir de sanctuaire à l'Etat islamique au Grand Sahara (EIGS), groupe terroriste classé ennemi public numéro un par la France. Le lancement de la force Takuba intervient dans un contexte marqué par une multiplication des attaques terroristes au Tchad, au Niger, au Mali ainsi qu'au Nigeria.

La trêve sanitaire face au coronavirus (Covid-19) ne semble pas avoir lieu dans la région du Sahel, où les armées nationales sont en déroute, malgré les soutiens occidentaux multiformes dont elles bénéficient. Les forces internationales paraissent quant à elles impuissantes pour le moment à réduire les niveaux de violences, malgré un déploiement de forces impressionnant. Les violences terroristes, souvent entremêlées à des conflits in-

tercommunautaires, ont fait quelque 4000 morts en 2019 au Burkina Faso, au Mali et au Niger, selon l'ONU.

Sur un autre plan, les opérations menées par les groupes terroristes sont de plus en plus audacieuses et causent d'importantes pertes aux armées des pays de la région. Pas plus loin que le 19 mars dernier, l'armée malienne a été la cible d'une attaque terroriste contre le poste militaire de Tarkint, situé au nord de Gao, dans le nord du Mali.

Au moins 30 soldats y ont été tués. Le 23 mars, plus de 100 militaires tchadiens ont été tués lors d'un raid de Boko Haram, à Boma, dans la province du Lac. La zone du Lac Tchad a d'ailleurs été déclarée jeudi «zone d'opération». L'armée nigérienne a, elle aussi, perdu mardi dernier au moins 70 soldats dans une attaque terroriste contre leur convoi dans le nord-est du Nigeria. Un bilan de guerre.

La perte importante subie la semaine dernière par l'armée tchadienne surprend dans la mesure où ses unités sont réputées pour leur endurance, leur puissance de feu et leur maîtrise du terrain. L'armée française compte d'ailleurs beaucoup sur l'armée tchadienne pour vaincre le terrorisme en Afrique de l'Ouest.

La montée en puissance de Boko Haram dans la région révèle toutefois des failles dans le dispositif sécuritaire mis en place par N'Djamena dans le Lac et peut-être aussi les limites d'une armée visiblement gagnée par l'usure. Il était prévu qu'un bataillon de 500 soldats tchadiens se déploie prochainement dans la zone des Trois frontières. Il se peut que l'attaque menée par Boko Haram amène N'Djamena à revoir complètement ses plans.



Elections législatives : Un faible taux de participation !

Pour doter notre l'Assemblée des élus, les électeurs sont sortis dimanche 29 mars 2020, pour accomplir leur devoir civique. A l'instar des autres localités du Mali, le scrutin de cette année s'est tenu à Bamako dans un contexte de crise sanitaire marquée par la présence de Coronavirus.

Sur le plan national, beaucoup de participants se sont tout simplement abstenus pour ne pas croiser cette pandémie de coronavirus. Malgré la scène théâtrale du Premier ministre, on notait une faible participation des électeurs à Bamako. Plusieurs citoyens nous ont témoigné que le gouvernement s'est entêté à organiser ce scrutin. La propagation du Covid-19 est très rapide. Après ce scrutin de taux de contamination augmentera forcément. Nonobstant quelques dispositions sanitaires prises, le risque est énorme.

Les électeurs de l'épicentre de crise sécuritaire notamment la région de Mopti et le nord du pays sont partis en petit groupes pour aller voter. Avec la présence de la Katiba Macina au centre du pays, beaucoup de matériels électo-

raux ont été détruits. Le cas de la commune de Kewa, cercle de Djenné, en est une illustration parfaite. Le vendredi 27 mars 2020, un convoi des forces armées qui était chargé d'acheminer les matériels électoraux est tombé dans une embuscade. Après des échanges de tirs, les militaires maliens ont fini par abandonner les matériels. Les assaillants les ont détruits avant de se retirer avec un véhicule des forces armées maliennes. Aucun militaire n'a perdu la vie au cours de cette attaque.

Conscients du défi sanitaire, les électeurs sont sortis massivement à Djenné. Ce qui prouve que la population aspire à un changement de l'élite politique. Pour ce premier tour, le cercle de Djenné compte 308 bureaux de vote pour 112 345 électeurs inscrits. Le taux de retrait des

cartes d'électeurs est de 78,5%. Avec la crise sécuritaire en cours dans notre pays, les populations de la commune rurale de Kewa et de la commune de Togué Mourari n'ont pas participé à cette joute électorale. Ces deux communes sont soumises à la dictature des groupes terroristes. Pour rappel, 8 listes sont en lice pour 2 places à l'Hémicycle.

Comme dans une symphonie, tous les acteurs étaient mobilisés pour la bonne tenue de ce scrutin d'une importance capitale. Tous les bureaux de vote ont ouvert à 8 heures en présence des membres des bureaux de vote.

On pouvait constater un engouement autour de cette élection. Les électeurs ne se sont pas fait prier pour sortir. Le mal du siècle s'est invité dans la danse. Le Covid-19 a fait son apparition à quelques jours du début des élections. En dépit de la crise sanitaire, les autorités maliennes ont maintenu la tenue de ce scrutin. Depuis 2018, le mandat des élus de la nation était expiré.

S'agissant du scrutin, il s'est déroulé sous l'œil vigilant de la commission électorale nationale indépendante (CENI). Les délégués de la CENI étaient dans tous les bureaux pour contrôler et superviser le processus électoral. Toutes choses qui rassurent les partis politiques.

Si à Bamako les mesures sanitaires édictées par le gouvernement ont été respectées à la lettre par contre les électeurs de la circonscription électorale de Djenné étaient exposés au risque de propagation du virus du Covid-19. Cette situation interpelle fortement le gouvernement du Mali.

Dans la cour du plus grand centre de vote de Djenné, les dispositifs mises en place ne répondaient pas aux normes.

Malgré le contexte sanitaire très tendu, les électeurs sont sortis massivement pour accomplir leur devoir civique. Dans la circonscription électorale de Djenné, le processus électoral s'est déroulé sans incident majeur.

Mais l'arbre ne doit pas cacher la forêt, sous l'influence d'un marabout de la zone, la confrérie des chasseurs a appelé la population de la commune Nema Badenya Kafo à voter pour un candidat. A en croire nos sources d'information, les chasseurs ont mis en garde tous les chefs de village de cette commune et les responsables des structures des partis politiques. Cette situation risquerait de biaiser les résultats de cette zone.

■ Ibrahim Sanogo



Mali : Des législatives minées par la disparition de Soumaila Cissé

Le Mali sous le choc de l'enlèvement du chef de file de l'opposition, Soumaila Cissé, à la veille des élections législatives du dimanche 29 mars

C'est dans sa propre circonscription, là où il a été élu en 2013 et où il battait campagne, que le chef de file de l'opposition Soumaila Cissé a été enlevé mercredi après-midi, vers 16h00. Les deux véhicules qui transportaient le chef de file de l'opposition et sa délégation de 12 personnes ont fait l'objet de tirs d'hommes armés non identifiés placés en embuscade sous les arbres, à 4 km du village de Koumaira, dans la circonscription de Niafunké, à 250 km au sud-ouest de Tombouctou. Le véhicule transportant le président de l'Union pour la République et la Démocratie a essuyé des tirs qui ont blessé gravement 3 passagers, dont le garde rapproché de Soumaila Cissé, Mohamed Cissé, décédé par la suite. Soumaila Cissé n'aurait, lui, pas été blessé, selon Me Demba Traore, secrétaire à la communication du parti, interrogé par Mondafrigue.

Aucune rançon pour l'instant

Après une brève discussion, les ravisseurs, qui utilisaient des téléphones satellite, ont divisé la délégation en deux groupes. Ils ont emmené Soumaila Cissé et 5 membres de sa délégation. Les 6 autres, y compris les blessés, ont été conduits vers une autre destination où ils ont été abandonnés vers 19h00. Après la nuit, ces derniers ont pu aller chercher du secours à Saramaré. « Pour le moment, nous n'avons aucune information venant de qui que ce soit demandant une rançon. Par contre, nous avons reçu la visite du Premier Ministre à notre cellule de crise qui nous a fait part de la volonté du gouvernement de déployer tous les efforts possibles pour les rechercher. Pour l'instant, nous n'avons pas d'information officielle », a déclaré Me Traore.

Cependant, un audio a circulé vendredi sur les réseaux sociaux, prêtant à la Katiba Macina l'enlèvement de l'homme politique. Dans cet audio, celui qui se fait passer pour un proche d'Amadou Koufa qualifie Soumaila Cissé de «



gros poisson » et rappelle à deux reprises qu'il « fait partie des gens qui se sont opposés » aux discussions avec les groupes djihadistes engagées par le Président malien. « Selon lui, nous ne sommes pas des démocrates. Maintenant qu'il est entre nos mains, il comprendra qu'il faut discuter avec nous. (...) Quand les pêcheurs attrapent un gros poisson, ils ne le mangent pas. Ils courent vers le marché pour le vendre. Soumaila est un grand chef. Il fut Premier ministre et ministre. (...) Aujourd'hui, il est entre les mains du chef de la Katiba du Macina. »

« Nous allons lui enseigner le Coran »

Selon l'auteur de cet audio, Soumaila est le principal concurrent d'Ibrahim Boubacar Keita et à ce titre, il pourrait devenir Président du Mali après lui. Mais, poursuit-il, « la démocratie ne commande plus au Mali. » « Nous mettons en garde la Minusma, Barkhane et l'armée malienne contre toute tentative de libérer par la force Soumaila. (...) Nous le gardons pour lui enseigner le Coran et les lois islamiques. A la fin, il aura une grande barbe et sera couvert de poils. (...) C'est un gros poisson et il faut en tirer

profit : de l'argent et la libération de nos détenus. » Enfin, l'audio affirme qu'il est en bonne santé et qu'il sera respecté, ainsi que ses compagnons.

Dans l'attente d'une revendication officielle, Me Demba Traore estime que cet audio ne peut pas être considéré comme fiable. « Nous ne pouvons pas nous permettre de dire que cette information est réelle parce que nous n'avons aucune confirmation. » Tiebilé Dramé, le ministre malien des Affaires étrangères a cependant déclaré aujourd'hui que plusieurs indices faisaient penser que Soumaila Cissé avait été enlevé par la Katiba Macina.

A l'URD, la priorité a été donnée aux responsables locaux du parti à Niafunké pour tenter de rechercher les auteurs de l'enlèvement. « Des démarches sont en cours, initiées par nos responsables locaux, qui sont très choqués », a dit Me Traore.

L'avocat est en colère. « Plusieurs fois, nous avons évoqué la question de l'insécurité et le gouvernement s'est engagé, quand nous avons convoqué le collège électoral, à assurer la sécurité de toutes les personnes et de leurs biens, sur toute l'étendue du territoire, en particulier les candidats et les agents électoraux. Ils nous

ont dit de ne pas nous inquiéter. Nous n'avons pas cessé d'alerter sur l'insécurité car nous en avons été victimes plusieurs fois. Au début de la campagne, notre candidate de la circonscription de Nara a été attaquée, son véhicule emporté. Et toujours dans la région de Koulikoro, une semaine plus tard, nos candidats ont encore été attaqués et ont perdu un véhicule. »

Des menaces contre les éventuels électeurs

C'est l'URD de Soumaila Cissé qui a payé le plus lourd tribut. « Pourquoi nous, pourquoi nos candidats ? Il faut qu'on nous donne les réponses. Un Etat qui est impuissant cherche d'abord à être puissant avant de consulter le peuple. Nous constatons à travers ces actes que les conditions ne sont pas réunies pour des élections sincères et transparentes. » Soumaila Cissé n'était pas accompagné d'une escorte lorsqu'il a été enlevé.

« C'est un coup très dur pour le parti. Un leader de son rang, chef de file de l'opposition, avec rang de ministre. Son enlèvement survient après tous les engagements donnés par le gouvernement pour assurer la sécurité des candidats. Ces engagements n'ont pas été tenus. Si c'est arrivé à Soumaila, alors, ça peut arriver à tout le monde. Tout le monde vit dans la peur », a asséné l'avocat.

Dans certaines localités de Tombouctou, de Gao et de Mopti, des hommes armés diffusent en outre des messages de menaces contre tous ceux qui participeront aux élections.

« Quand ces populations constatent que le chef de file de l'opposition a été enlevé, le citoyen lambda se dit 'ça peut m'arriver'. A tout cela, s'ajoutent les effets du Covid-19. Pourquoi le président s'obstine-t-il ? C'est une question qu'il faut lui poser », conclut l'avocat.

Des militants de la société civile et même des candidats aux élections, comme le Président du Mouvement Patriotique pour le Renouveau, Choguel K Maiga, se sont exprimés en faveur de l'annulation des élections législatives.

26 mars 1991- 26 mars 2020 : Bilan d'une démocratie et perspectives !



La démocratie ouvre la porte à la liberté qui débouche sur la revendication; une fois recouvré leur dignité, les hommes ne supportent plus l'insupportable. Démocratiser sans développer, c'est allumer une poudre» (Emile Fottorino).

Rappelons que le Mali est tombé un mardi 19 novembre 1968 lorsque des soldats apatrides, à la solde de la France coloniale, ont renversé le régime nationaliste de Modibo Keita. Pour cette sale besogne, c'est le lieutenant Moussa Traoré qui a pris la tête des événements. Six mois après avoir promis au peuple malien le «retour à une vie constitutionnelle normale», voilà le Comité militaire de libération nationale (CMLN) opérer un spectaculaire retournement de veste en refusant de retourner dans les casernes.

Pendant dix (10) longues années, le CMNL a imposé à notre peuple le vide politique pour effacer en lui le nationalisme porteur d'espoir. En 1979 naquit le parti unique sous la bannière de

l'Union démocratique du peuple malien (UDPM). Pendant vingt-trois (23) longues années de dictature militaro-udpmiste, notre peuple a enduré les affres d'une gestion calamiteuse de ses affaires.

Bilan d'une démocratie

Le 26 mars 1991, l'heure du pluralisme démocratique a sonné avec un macabre bilan humain lourd: deux cent vingt-quatre (224) fils et filles du Mali massacrés par le pouvoir sanguinaire et autocratique du général Moussa Traoré. Celui-ci, comme un «saint», vit une retraite dorée mais les mains trempées dans le sang de notre peuple travailleur. Nos enfants et femmes des plus valeureux ont donné leur sang pour l'avènement d'un Mali nouveau, démocratique et prospère. Trois (03) régimes se sont succédé, depuis, sans que ce peuple sente souffler le vent de la démocratie pour laquelle il a sacrifié bien de ses fils et filles. Ainsi:

Le Mali sous Alpha Oumar Konaré

1. Pendant dix (10) ans de gesticulations politiciennes, le président Alpha Oumar Konaré a berné les Maliens d'un mieux-être populaire. En lieu et place, nous avons assisté, hélas !, à la désagrégation du tissu socio-politique national. Trop de partis politiques pour se faire les poches au lieu de servir la cause pour laquelle notre peuple a versé son sang, en 1991.

Sous Alpha Oumar Konaré, l'école malienne, au lieu d'un redressement patriotique, a continué sa descente aux enfers, descente entamée par le régime de Moussa Traoré. Dès lors, notre système éducatif souffre des grèves intempestives des scolaires et des enseignants, sans le moindre souci, de sauver l'école des turpitudes imposées par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM).

La Nouvelle école fondamentale, plus connue sous le nom de NEF, a donné le signal au tripatouillage irresponsable des soi-disant innovations pédagogiques. Aujourd'hui, c'est peu de dire que l'école malienne est malade. Elle a été extravertie et souillée par la gestion apatride du régime démocratique du président Alpha Oumar Konaré. Le peuple malien le retiendra toujours à son actif en sa qualité d'enseignant formé par la sueur du contribuable malien !

– Sur le plan sécuritaire, Alpha Oumar Konaré a posé les jalons de la sape de notre armée nationale comme en témoignent à suffisance la Flamme de la "paix" dont il s'est rendu coupable. Alpha n'a pas manqué de soutenir la fallacieuse théorie selon laquelle le Mali n'a pas besoin d'armes mais du matériel agricole. Ce matériel, le monde paysan l'attend toujours !

Au compte de la sape de notre armée il faut ajouter en bonne place le recrutement dans tous les rouages de notre système de défense des rebelles qui n'ont cessé de construire leur Azawad dans leurs actes quotidiens. Ces rebelles n'avaient d'autre gage que de se faire des salaires et d'étudier de plus près notre système de sécurité nationale. La suite, on l'a connue: Amadou Toumani Touré (ATT) est élu, en 2002, en sa qualité de candidat indépendant. Tout s'est déroulé comme si Alpha Oumar Konaré est monté au trône pour le remettre à ATT au terme de ses deux (02) mandats.

Alpha Oumar Konaré passe la main au candidat indépendant ATT

2. Avec Amadou Toumani Touré (ATT), les choses se sont développées dans la même direction initiée par son mentor Alpha Oumar Konaré. Avec celui-là, le Nord est tout simplement devenu un "no man's land" où la voie fut ouverte à la balkanisation de notre territoire national. L'avion incendié après déchargement du contenu non loin de Gao et l'entrée avec armes et bagages de colonnes de combattants en provenance de la guerre de Libye, sont là pour attester de la responsabilité politique et sécuritaire d'ATT. Sous ce président, la misère populaire avait atteint un seuil vraiment inquiétant. Il suffit de s'adresser au panier de la ménagère pour s'en convaincre. Le temps a eu raison du régime conteur d'Amadou Toumani Touré (ATT).

Le 22 mars 2012, des soldats patriotes ont décidé de le mettre hors du jeu politique national. Malheureusement, la junte qui avait réalisé cette œuvre salutaire pour notre peuple las de la gestion calamiteuse de ses affaires par un homme dont l'avenir politique se situait désormais derrière lui, n'a pas mis en application le cri de cœur des Maliens à savoir le changement réel pour que plus jamais rien ne soit comme avant dans notre pays. C'est bien dans cette situation chaotique que Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) a pris les affaires en main.

La démocratie malienne a échoué

3. Comme tout le monde le sait, l'échec du mouvement dit démocratique se passe de tout commentaire. L'arbre de la balkanisation qui avait fleuri sous ATT a donné des fruits sous la gestion d'IBK. L'accord d'Alger de 2015 est l'expression à peine voilée de la partition de notre territoire national. Les soldats français n'ont qu'un seul objectif chez nous à savoir traduire dans les faits la balkanisation programmée de longue date de notre pays.

Pour légitimer la présence française dans notre grand Mali, Ibrahim Boubacar Keïta a vite fait de signer son fameux accord de défense avec la France dont le bienfondé reste à démontrer. En tous cas, sur le plan sécuritaire, la situation nationale reste absolument grippée comme le montrent à suffisance les nombreuses tueries post rébellion notamment au Nord et au Centre du Mali. La rébellion s'est ensuite muée en terrorisme et en conflit «intercommunautaire». Cet imbroglio se résume aujourd'hui dans les tueries, les vols de bétail, les enlèvements et sé-

questrations de citoyens sur leur propre sol. 4. Aujourd'hui, le tableau est sombre quant à la gestion de nos affaires. La santé n'est plus à la portée du citoyen ordinaire parce que végétant de plus en plus dans une misère économique humiliante.

Certes, le coronavirus n'est pas la faute du régime d'IBK, mais la flambée des prix à cause des mesures préventives peut être immédiatement circonscrite par les autorités compétentes. L'école est en état d'hibernation depuis maintenant trente années de gestion du pays par des «démocrates».

En tout cas, l'inertie dans laquelle patauge aujourd'hui notre système éducatif national assombrit dangereusement l'avenir de notre pays. C'est bien là une triste réalité que celui qui veut tuer une nation passe par la sape de son système éducatif: pendant que les syndicats d'enseignants s'enferment dans leur cycle de grèves pour raison d'argent, le gouvernement s'habitue à sauver l'année.

De plus en plus, le droit des enfants maliens à l'éducation est foulé au pied par les enseignants qui se sont confortablement accommodés des années colmatées à tel point qu'ils ne peuvent plus assurer des cours réguliers justifiant une année scolaire requise. Il suffit de voir les heures amputées dans nos établissements publics pour aller arranger les angles dans le privé, où les heures se donnent normalement et obligatoirement. Plus cette situation dure, plus le peuple malien la saisit dans ses différents contours.

Indubitablement, les masses populaires décideront de mettre un terme à cette situation, où l'avenir risque de se compromettre dangereusement. Cet éveil certes sera douloureux, mais aura bien lieu car les hommes passent et les peuples survivront.

Lisons à cet effet ces propos prémonitoires de l'illustre intellectuel d'Afrique Majhemout Diop: «De quoi demain sera-t-il fait sinon du réveil douloureux des masses pauvres des villes et de la brousse ? L'histoire des années à venir sera sans conteste, l'histoire des luttes de ces masses pour un devenir meilleur. Elle peut être l'histoire des luttes entre ces masses et tout groupe qui, en accaparant le pouvoir sans le mettre à leur service, se serait érigé en classe ou couche exploiteuse. Et dans cette hypothèse, l'impérialisme voudrait-il et pourrait-il promouvoir un développement capitaliste réel ? Ne préférerait-il pas transformer le groupe dirigeant en

pseudo caste bureaucratique qui gèrerait, moyennant de substantielles rétributions morales et matérielles les intérêts néocoloniaux ?».

En résumé donc, on peut dire sans risque de se tromper que la gestion des affaires du Mali au nom de la démocratie a plongé notre pays dans l'impasse. N'en déplaise aux gesticulations malhonnêtes de nos pseudo-démocrates qui ne jurent que pour les biens obtenus aux dépens du peuple travailleur du Mali. Tout compte fait, la démocratie à la malienne ne garantit pas le mieux-être à ce peuple. En tout cas, sa marche ne laisse entrevoir aucun signe de développement véritable. Cette année 2020, l'on voit les élections législatives mettre entre parenthèses, le 26 Mars.

L'état d'urgence, le couvre-feu et le coronavirus obligent ! Mais l'arbre ne saurait cacher la forêt, tout comme aucun politicien si félon ne saurait cacher le soleil avec ses mains. La démocratie malienne est un échec cuisant quand on sait que l'essence véritable d'une démocratie réside dans le mieux-être socio-économique, sécuritaire et culturel de tout le peuple.

La démocratie à la malienne se résume dans la création de radio, de journaux, de syndicats et dans les élections, tout en faisant abstraction du bien-être des masses laborieuses. C'est dire que cette démocratie est une bombe à retardement. Cela, il faut le dire au regard de l'extraversion des mentalités dans notre pays. De plus en plus au Mali, le politicien s'assimile au menteur, à l'escroc, au voleur tout qualificatif qui déshonore et vilipende l'homme malien vrai.

La démocratie malienne fait en sorte que ce sont les combines qui sont à l'honneur depuis le régime de Alpha Oumar Konaré. Mais comme le dirait Abraham Lincoln «On peut tromper tout le peuple une partie du temps, une partie du peuple tout le temps, mais pas tout le peuple tout le temps.» Aujourd'hui, tout le monde a compris que les "démocrates maliens", soutenus par leurs consciences d'occident capitaliste, ont trahi le Mali et la cause des victimes du 26 mars 1991. C'est pourquoi, ils n'osent pas dire la vérité et exiger que les travailleurs soient corrects. Recherche d'électeurs oblige !

L'achat des consciences devient donc monnaie courante pour avoir accès à l'hémicycle ou aux fauteuils des mairies. Mais comme le dirait l'autre, à beau retirer la parole au peuple, il finira par la prendre.

Emile Fottorino disait: «La démocratie ouvre la porte à la liberté qui débouche sur la revendication. Une fois recouvré leur dignité, les hommes ne supportent plus l'insupportable. Démocratiser sans développer, c'est allumer une poudrière.»

Que faut-il donc faire pour redonner confiance à notre peuple ?

– Sur le plan politique, la recomposition du paysage politique national est désormais un impératif catégorique. Pour ainsi dire, l'opportunisme politique doit être combattu par ceux qui veulent sauver le Mali. Pour ce faire, il faut que les Maliens sachent tout le passé de tous ceux qui

veulent agir à leur nom, car c'est avec les hommes propres qu'on peut bâtir une grande nation, fière, respectable parce que prospère.

– Sur le terrain sécuritaire, seuls les Maliens peuvent réellement se battre pour la dignité du Mali. Certes, l'on peut demander le concours des amis du peuple malien que sont la Russie, la Chine, Cuba, la Corée du Nord, le Mozambique, l'Angola, pour ne citer que ceux-ci. Même le citoyen ordinaire sait aujourd'hui, sans aller dans les grandes écoles, que la France compte parmi les ennemis du Mali. C'est bien l'histoire qui le prouve. Une fois encore, la France fait partie du problème sécuritaire dans notre pays. La solliciter pour sa solution est tout simplement diabolique. Le développement véritable du Mali à l'avantage des masses laborieuses est un impératif catégorique si l'on veut ramener la paix dans ce pays.

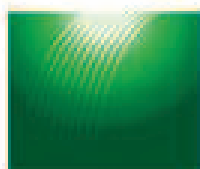
– Quant à la crise endémique de l'école, il faut mettre fin aux grèves interminables car les contribuables maliens ont assez donné pour cette école devenue le créneau de l'enrichissement aux dépens de ces scolaires qui ont droit à l'éducation.

– Sur le plan politique, une réduction substantielle du train de vie des députés, des ministres et du président de la République s'avère nécessaire, puisqu'il s'agit de sauver le Mali !

Pour tout dire, le travail fut et reste la première religion de l'homme. Il est temps de mettre les Maliens au travail. Il y va de l'avenir du Mali !

■ Fodé KEITA





Orabank

un partenaire à votre écoute



Grandir
ensemble
et pour
l'Afrique

Groupe Orabank : Bénin - Burkina - Côte d'Ivoire - Gabon - Guinée - Guinée Bissau - Mali - Mauritanie - Niger - Sénégal - Tchad - Togo

www.orabank.net



Jardin de Tarabangou (Tombouctou) : Un poumon de l'économie locale

Situé à environ trois kilomètres au Sud-Est de la ville de Tombouctou, en allant vers le quai de Kabara, le jardin de Tarabangou est une oasis verdoyante au milieu du désert, entouré d'acacias, d'eucalyptus et de dattiers.

Cette réserve a longtemps fourni près de 80% des fruits et de légumes consommés à Tombouctou et dans les communes environnantes dont Ber, Salam, Bourem Inaly, Alafia et Lafia. Derrière cet exploit, 374 paysans qui ont décidé de faire de ce périmètre irrigué de 30 ha leur Eldorado. Quatre ans après avoir obtenu le soutien de la MINUSMA, le Jardin de Tarabangou continue de permettre à la Cité des 333 Saints de respirer.

Un jardin symbole de la résilience de ses exploitants

En 2012, au plus fort de la crise politico-sécuritaire qui frappe le Nord du Mali, les paysans assistent impuissants à la destruction des équipements et installations du périmètre par des individus armés. Démunis, les exploitants et leurs familles n'ont plus d'espoir. Le quotidien difficile poussera la plupart d'entre eux à partir vers l'intérieur du pays ou vers des pays voisins, tandis que ceux qui sont restés ont dû faire face à l'extrême vulnérabilité. « Nous venions ici avec nos enfants et nos épouses pour être à l'abri, car nous n'avions pas d'autre endroit où aller. La nuit nous retournions dans nos familles. Tout cela, nous l'avons fait pour éviter d'être brimés par les occupants ou mêlés aux forfaits qu'ils commettaient, » se souvient l'un des chefs de famille.

Un soutien de la MINUSMA pour l'insertion socio-économique des femmes et des hommes

Après la reconquête des régions Nord en 2013, les maraichers reprennent les activités avec

les moyens du bord. Pour tout soutien, ils n'ont qu'un groupe électrogène miraculeusement épargné de la destruction. Mais les conditions de travail sont difficiles, « nous avons alimenté les bassins avec un groupe électrogène qui consommait 70 barils de gasoil par campagne. Une fois, en pleine campagne, la machine est tombée en panne. Le temps de retrouver les pièces de rechanges nous avons presque perdu toute la production », raconte Alhad Ag Aldjougatt, Président de la Coopérative de Tarabangou.

En 2016, la Mission de l'ONU au Mali, à travers sa section de la Réforme du Secteur de la Sécurité et du Désarmement, de la Démobilisation et la Réinsertion (RSS-DDR), apporte un appui aux paysans à hauteur de 52.125.000 francs CFA. Cet appui fait dans le cadre des projets de la réduction de la violence communautaire permet la réhabilitation et l'équipement du périmètre.

L'ensemble de la canalisation du jardin est réparé et les pompes sont connectées à un système solaire permettant ainsi l'approvisionnement en eau des quatre bassins de 1000 m³ chacun. Cette nouvelle technique donne aux exploitants une possibilité de production sur toute l'année.

« Je travaille sur une parcelle où je fais pousser des tomates, des choux, des oignons, de la salade. Je n'ai pas encore commencé à les vendre mais je suis très content de l'évolution des cultures plantées. Pour moi, ce jardin maraîcher est une très bonne chose. Avant, je gagnais ma vie à vendre du bois que je coupais mais c'était une activité dure. Aujourd'hui, grâce à l'aide de la MINUSMA, je travaille tous les 12 mois de l'année. Cela a contribué au bien-être de ma famille. L'apport le plus important de ce projet est la relation sociale qu'il a instaurée entre les travailleurs de plusieurs communautés », Aguissa Cissé, exploitant. Taljimit Walet Alidji est l'une des membres de l'association des femmes vendeuses de légumes. Cette mère de famille de trente-cinq



ans s'approvisionne chaque matin au jardin de Tarabangou. « Je viens chaque matin acheter des choses que je revends en ville : de la salade, de la betterave, des choux, de la pomme de terre, de la tomate, des goyaves, des papayes, des citrons ».

Elles sont une quarantaine de femmes au sein de l'association qu'elles ont formée. Toutes exercent cette activité pour répondre aux besoins quotidiens de la vie. Elles arrivent à s'entraider dans des cas sociaux grâce à un système d'épargne qu'elles ont mis sur pied. « Avant, nous travaillions seulement 5 mois de l'année. Mais avec l'appui de la MINUSMA, même en saison morte les activités continuent à la fois pour les producteurs et pour nous. Après la vente de nos produits, une partie du bénéfice est versée dans la caisse de l'association et cela nous permet de gérer les cas sociaux de la vie, » explique-t-elle.

La MINUSMA n'a certes pas vocation à mener des actions de développement. Toutefois, à travers certains mécanismes comme les projets de Réduction de la violence communautaire, elle contribue à créer, maintenir et/ou entretenir la cohésion entre les communautés dans les zones touchées par le conflit. Outre l'appui au processus de dialogue politique, aux pourparlers, au désarmement ou encore à la réforme du secteur de la sécurité, ces projets financés par la Mission des Nations Unies au Mali, participent aux efforts faits par les Maliens et leurs partenaires, afin que la paix soit consolidée et que le pays retrouve sa stabilité.



Guinée : 91,59 %, ce score soviétique qui ne règle rien

Sur fond de boycott de l'opposition, la réforme constitutionnelle a été adoptée et des députés élus dans un scrutin qui a concerné près de 12 millions de Guinéens. Par Le Point Afrique

La nouvelle Constitution proposée par le président guinéen Alpha Condé a recueilli plus de 90 % de « oui » lors du référendum du 22 mars boycotté par l'opposition, a indiqué vendredi 27 mars la commission électorale qui publiait les premiers résultats provisoires. La proposition a donc recueilli 91,59 % de « oui » et 8,41 % de « non », pour un taux de participation estimé à 61 %, a dit aux journalistes le président de la commission, Amadou Salifou Kébé.

Désormais, la Guinée se voit forte d'une Constitution « qui répond aux besoins actuels » avait vanté le pouvoir, notamment sur les droits des femmes, la lutte contre les mutilations génitales féminines, la gratuité de la scolarité, l'écologie, la répartition des revenus de l'État, selon les textes modifiés. L'élection a été boycottée par l'opposition qui y voit un stratagème du chef de l'État pour briguer, à 82 ans, un troisième mandat fin 2020 et la nouvelle Constitution qui doit l'y aider. Depuis mi-octobre 2019, une crise politique a entraîné le pays dans des violences qui ont fait des dizaines de morts. Des dizaines, voire des centaines de milliers de Guinéens sont descendus dans la rue à l'appel d'un collectif de partis d'opposition, de syndicats et de membres de

la société civile. Avant le vote, plus de 30 civils et un gendarme avaient été tués. Des dizaines d'opposants ont été arrêtés et jugés. Les brutalités policières sont constamment dénoncées.

Le référendum constitutionnel a lui-même été entaché de violences qui ont fait des dizaines de morts le jour de sa tenue et les jours suivants à Conakry et en province selon l'opposition. Les autorités reconnaissent quelques morts tout en assurant que la consultation s'est déroulée sereinement. Le référendum a donné lieu à Nzérékoré (sud), l'une des plus grandes villes du pays, à des affrontements intercommunautaires meurtriers, des attaques d'églises chrétiennes et de mosquées et des saccages.

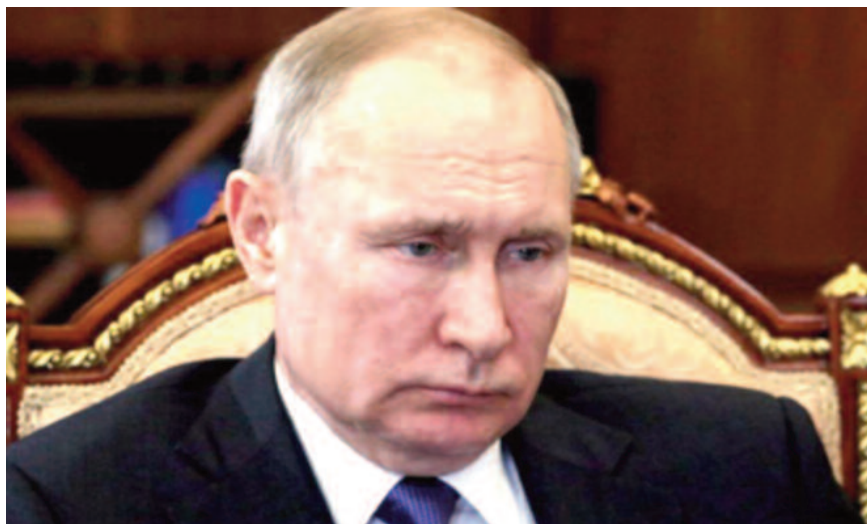
Les conditions dans lesquelles se sont déroulés le référendum et les législatives, qui ont eu lieu simultanément, ont été critiquées par les États-Unis, la France et la diplomatie européenne. « Le caractère non inclusif et non consensuel de ces scrutins et du fichier électoral porte atteinte à la crédibilité de ces élections », a dit cette semaine la porte-parole du chef de la diplomatie européenne Josep Borrell. Elle a qualifié « d'inacceptables » les violences et « l'usage disproportionné de la force » par les policiers et les gendarmes. Mêmes propos du côté de Paris. Washington a remis en question la régularité des listes électorales et reproché au pouvoir de n'avoir pas renoué le dialogue avec l'opposition. Toutes critiques

déjà connues. Après avoir une première fois repoussé l'échéance de trois semaines, Alpha Condé et son gouvernement ont décidé de passer outre, tout comme à l'absence d'observateurs internationaux et à l'apparition du coronavirus. Le vote a bien eu lieu alors que l'épidémie accaparait l'attention internationale.

Alpha Condé a été élu en 2010 et réélu en 2015. L'actuelle Constitution limite à deux le nombre de mandats, la nouvelle, proposée par le chef de l'État, également, tout en en portant la durée à six ans. Ancien opposant historique devenu premier président démocratiquement élu après des décennies de régimes autoritaires, Alpha Condé entretient l'ambiguïté sur ses ambitions personnelles, qui ne font aucun doute pour ses adversaires. Pour eux, la nouvelle Constitution doit lui permettre de remettre son compte présidentiel à zéro et marcher sur les pas d'autres dirigeants africains qui ont plié la loi fondamentale à leurs aspirations personnelles. Ils dénoncent la dérive « dictatoriale » du président Condé et un « coup d'État » constitutionnel. Pourquoi serait-il impossible d'autoriser un troisième mandat comme dans d'autres pays ? demande régulièrement le président guinéen.

L'issue du vote est « une victoire pour Condé, lui permettant de se présenter pour ce troisième mandat convoité », dit Eric Humphery-Smith, analyste auprès de la firme de consulting britannique Verisk Maplecroft. Mais elle le laisse « probablement encore plus isolé politiquement », avec de moins en moins d'alliés en dehors de son parti et des options limitées en cas de second tour à la prochaine présidentielle, dit-il à l'AFP.

Coronavirus : La Russie dévoile son médicament pour traiter le coronavirus



La Russie a annoncé ce 28 mars avoir créé un médicament pour traiter le coronavirus. Selon le Centre de recherche et de production Pharmazachita, le schéma thérapeutique est basé sur le médicament antipaludique Mefloquine.

L'Agence fédérale russe de biomédecine a présenté ce samedi 28 mars un médicament pour

le traitement du coronavirus basé sur le médicament antipaludique Mefloquine.

«Le Centre de recherche et de production Pharmazachita, se référant à l'expérience chinoise et française, a développé un schéma thérapeutique pour lutter contre le coronavirus qui est basé sur le médicament antipaludique Mefloquine», est-il indiqué dans le communi-

qué

Selon l'agence, ce «médicament à haute sélectivité bloque l'effet cytopathique du coronavirus dans les cellules et inhibe sa réplication, alors que les effets immunosuppresseurs du Mefloquine bloquent l'inflammation provoquée par le virus».

«L'ajout de macrolides et de pénicillines synthétiques empêchera non seulement la formation d'un syndrome bactérien et viral secondaire, mais permettra également d'augmenter la concentration d'agents antiviraux dans le plasma sanguin et les poumons», ce qui fournira «un traitement efficace aux patients atteints de coronavirus de gravité variable».

Un nouveau symptôme du Covid-19 découvert par des médecins

Plus tôt dans la journée, un nouveau test de dépistage permettant de détecter la présence du Covid-19 en 90 minutes a été certifié en Russie. Selon le site officiel russe de la lutte contre le coronavirus, «les tests ont une sensibilité très élevée de 10 puissance 2». La mise en service est prévue pour le 30 mars. Il est envisagé d'en produire 1.000 par semaine, chacun capable de réaliser 100 analyses. Cela permettra ainsi de tester 100.000 personnes en sept jours. Il est également prévu d'augmenter la production jusqu'à 2.000 tests par semaine.



Coronavirus au Mali : Le monde du sport reste mobilisé



Du ministre de la Jeunesse et des Sports, Arouna Modibo Touré, au président de la Femafoot, Mamoutou Touré «Bavieux», en passant par le double champion du monde de taekwondo, Daba Modibo Keïta, les acteurs du sport sont très présents sur les réseaux sociaux où ils multiplient les messages de sensibilisation. Le monde du sport est à l'arrêt. Au Mali, tout s'est précipité le mardi 17 mars avec la décision des autorités d'interdire tous les rassemblements de plus de 50 personnes. Depuis, les fédérations ont décidé, les unes après les au-

tres, de suspendre leurs activités jusqu'à nouvel ordre. Le mercredi 25 mars, notre pays a enregistré son premier cas de coronavirus et depuis, les responsables sportifs multiplient les messages de sensibilisation sur les réseaux sociaux, y compris le ministre de la Jeunesse et des sports, Arouna Modibo Touré. «Chers jeunes du Mali, chers acteurs du monde sportif, l'heure est grave, le coronavirus gagne du terrain chaque jour dans le monde. Notre pays, le Mali longtemps à l'abri de ce mal, enregistre des cas de coronavirus. Vous les jeunes, les acteurs du sport qui sont les

plus vulnérables, il est de mon devoir, en tant que ministre de la Jeunesse et des sports de vous exhorter à respecter les mesures de prévention suivantes. Lavez vos mains régulièrement au savon, couvrez-vous la bouche et le nez en cas de toux ou d'éternuement. Évitez de vous toucher le visage avec les mains, gardez vos distances avec les autres personnes. Restez chez vous lorsque vous ne vous sentez pas bien et contactez le numéro vert mis à la disposition du public par le ministère de la Santé et des Affaires Sociales, à savoir le 36061», a posté Arouna Modibo Touré. Et d'ajouter : «tous les stades et les infrastructures sportives sont fermés jusqu'à nouvel ordre. Je vous invite tous au strict respect des mesures édictées. Le coronavirus tue, préservez votre vie et celle de votre entourage. Ensemble contre le coronavirus». Vendredi dernier, le ministre de la Jeunesse et des Sports a remis des kits sanitaires au centre de Niamakoro qui accueille des jeunes en situation de précarité. Le matériel était composé de barriques avec support, des savons et des gels hydro alcooliques. Selon nos informations, le ministre de la Jeunesse et des Sports se rendra aujourd'hui au Comité national olympique et sportif (CNOS-Mali) où il remettra également des kits sanitaires dans le cadre de la lutte contre l'épidémie du Covid-19. Le président de la Fédération malienne de football (Femafoot), Mamoutou Touré «Bavieux» a également posté des messages de sensibilisation sur les réseaux sociaux. «Je m'adresse aux sportifs et aux sportives plus particulièrement aux pratiquants de football de bien respecter les mesures de prévention des autorités contre le coronavirus. Ces mesures préventives consistent à se laver les mains avec du savon, utiliser des gels hydro-alcooliques, porter des masques et garder toujours un mètre de distance entre nous. Aussi, nous devons éviter des rassemblements de plus de 50 personnes. Que Dieu sauve les Maliennes et Maliens. Soyons vigilants afin d'éradiquer cette maladie. Le double champion du monde de taekwondo Daba Modibo Keïta a également réagi. «L'heure est grave, le coronavirus tue et la maladie est bel et bien présente au Mali. Préservons-nous donc afin de préserver toute l'humanité», a dit Daba Modibo Keïta. A la date d'aujourd'hui, 25 cas du coronavirus ont été enregistrés au Mali pour 02 décès.

■ Djènèba BAGAYOKO



Bélier (21 mars - 19 avril)

L'acharnement et l'ambition que vous portez à votre carrière se font un peu au détriment de votre foyer, de votre famille. Mais, aucun doute, vous réussissez parfaitement, et vous ne devez cette réussite qu'à vous-même. Vous en êtes conscient.

De belles opportunités financières vous sont offertes, et vous les attrapez ! La position de votre Vénus favorise les rentrées, et tout se déroule avec beaucoup de facilité. Si vous avez des dettes en cours, vous trouvez un bon moyen pour les éponger.



Taureau (20 avril - 19 mai)

La détermination est le mot-clé de cette journée. Côté job, vous êtes sur le point de vous démarquer des autres, vos talents dépassent toutes vos espérances. Vous restez très humble vis-à-vis des autres. Vous choisissez la discrétion et la modestie.

Cher Taureau, faites confiance aux planètes. Aujourd'hui, vos finances retrouvent des couleurs et de l'équilibre. C'est une très bonne nouvelle, vous pouvez poursuivre vos projets (si vous en avez) ou commencer à en faire (si vous n'en avez pas encore).



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous rendrez service à Pierre, Paul, Jacques et les autres ! Tout cela pour vous dire que vous serez pour vos collègues un vrai Saint-Bernard... En revanche, les personnes qui vous diront merci seront rares. C'est cela qui vous attristera le plus...

Vis-à-vis de l'argent, vous agirez au feeling ! Ben voyons, voilà autre chose... Vous pourriez gérer votre argent en pratiquant la technique du pile ou face ! Plus sérieusement, aujourd'hui, vous manquerez cruellement de maturité. Un vrai gamin...



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous travaillez d'arrache-pied. Attention à ne pas en faire trop. Il peut manquer du personnel. On peut vous demander de remplacer un collaborateur. Cette situation risque de vous pénaliser. Elle vous ralentirait. Alors, freinez votre productivité !

Encore quelques jours de concessions. Pour trouver l'équilibre matériel, vous devez revoir vos dépenses. Elles sont encore élevées. Les charges et peu d'aide entraînent un risque de découvert. La sagesse est la meilleure conseillère, dès aujourd'hui !



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous pourriez faire preuve de découragement, votre persévérance laissant un peu à désirer. Vous avez l'impression que tout se ligue contre vous et que vous n'arrivez à rien de bon ! Ce n'est pas grave, suivez le mouvement, ce n'est pas votre jour !

Des projets, qui étaient en phase d'ébauche, peuvent à présent se concrétiser, pour votre plus grande satisfaction. Vous n'êtes pas peu fier, car ces initiatives étaient de votre chef ! Vous semblez récompensé de vos efforts, ça compense avec votre travail !



Vierge (23 août - 23 septembre)

Attention aux jalousies, car votre travail suscite des rivalités, vous n'y pouvez rien c'est comme ça. Évitez de vous confier, certaines personnes pourraient se servir de vos idées pour vous passer devant. Vous gardez votre motivation.

Vous réussissez à faire des économies, grâce à quelques bons plans, que l'on vous a soufflés. Vous êtes plutôt rassuré, car cela vous permet de pouvoir gâter vos proches. Vous restez cependant très raisonnable, vous ne faites pas de folies.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Une heure à un poste, deux heures à un autre, puis une heure à une troisième affectation... Et encore, nous en sommes à la moitié de votre journée de travail. Aujourd'hui, vous serez la bonne à tout faire, pardon un employé extrêmement polyvalent...

Votre compte bancaire sera une usine à gaz... Virements permanents de vos comptes de placements pour approvisionner vos prélèvements ! Pour ces opérations, vous allez calculer les dates au jour près. L'excédent sera viré sur un autre compte... Faites simple !



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Qui s'y frotte s'y pique ! Aujourd'hui, il ne faut pas vous chercher longtemps ! Votre tempérament tout feu tout flamme explose ! Une querelle peut surgir avec un chef. Des rapports de force arrivent avec la hiérarchie. L'un de vos chefs peut vous jalouser !

Vos moyens de locomotion sont au centre de toutes les attentions ! Ils enchainent des frais et ceux-ci sont chers ! Du stress arrive quand vous songez à l'argent. Le salaire fond plus vite que prévu ! Faites le dos rond devant ces paiements multiples !



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Votre belle communication est un atout au travail. De plus, votre intuition est importante, et vous donne une capacité à assumer des initiatives que vous n'auriez pas pensé prendre. Mais ne soyez pas si impulsif, vous pourriez perdre le contrôle !

Vous semblez quelque peu découragé, car les événements ne se déroulent pas comme vous l'auriez souhaité, ou comme c'était prévu. Des contrariétés pourraient arriver, il est peut-être préférable de ne pas insister. Abstenez-vous de tout projet financier.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

De belles perspectives d'avenir s'ouvrent à vous, cher ami Capricorne. Vos talents sont reconnus, on pourrait vous offrir un pont d'or, rien que parce que vous avez fait vos preuves. Le moment est venu de réfléchir sérieusement à votre avenir.

Vous devriez trouver des astuces assez facilement afin d'obtenir des bonus, une augmentation ou pour réduire les coûts. Vous n'en êtes pas à votre premier coût d'essai, mais celui-ci, c'est le bon. Un bon placement immobilier vous rapporte.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Il y a toujours des risques à changer d'orientation professionnelle. On sait toujours ce que l'on perd, jamais ce que l'on gagne. Le choix sera cornélien... Aujourd'hui, vous aurez du mal à vous situer. Vous repousserez à une date ultérieure votre décision.

Aujourd'hui, seule comptera l'envie de vous faire plaisir, que vos moyens financiers suivent... ou pas ! Vous direz : le plaisir, c'est maintenant. Les ennuis, ce sera pour demain. Ami Verseau, pour votre irresponsabilité, c'est tout de suite.



Poisson (19 février - 21 mars)

Il faudra faire sans l'aide de quiconque ! Une ambiance pleine de rumeurs dégrade les conditions de travail. Vous êtes peut-être en rivalité avec un collègue. Ouvrez les yeux, car la jalousie fait rage. Cette compétition est plus proche que vous ne le pensez.

Ce n'est pas aujourd'hui que vous allez économiser. Des produits chers ou de mauvaises qualités peuvent vous coûter cher. Une panne peut arriver et causer plus de frais. L'argent joue avec vos nerfs. Vous êtes irrité par le salaire qui fond rapidement !

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA